

Fidèles à nos engagements

*Rapport de redevabilité
du Gouvernement de l'Espagne*

Juillet 2022



GOBIERNO
DE ESPAÑA



Résumé exécutif

Contexte

Au début de la législature, le président du Gouvernement s'est engagé de façon explicite à rendre des comptes publiquement sur l'action du Gouvernement, et cela à intervalles réguliers.

L'objectif du rapport **Fidèles à nos engagements** reste inchangé. Comme lors les éditions précédentes, il fournit les éléments permettant de suivre les avancées du Gouvernement dans la réalisation des engagements, en l'occurrence jusqu'au 30 juin 2022, ainsi que les prévisions pour le second semestre 2022.

Ce document inclut également les premières initiatives mises en œuvre par le Gouvernement pour répondre aux conséquences économiques de la guerre en Ukraine ainsi que les mesures annoncées par le président du Gouvernement pour pallier la crise énergétique et répondre à l'évolution de l'inflation.

Comme lors des trois éditions précédentes de **Fidèles à nos engagements**, la diffusion publique de cette nouvelle édition est menée dans une perspective multidimensionnelle, afin d'informer les citoyen-nes de l'action du Gouvernement et de l'état de mise en œuvre des engagements à travers trois approches : une approche globale, une approche sectorielle et une approche territoriale. Les informations concernant chaque approche sont disponibles sur le site web de la présidence du Gouvernement.

En outre, le Gouvernement continue de travailler en faveur de l'institutionnalisation et de la consolidation progressives de l'exercice de redevabilité, en le diffusant activement à l'échelle nationale et internationale

La méthodologie appliquée pour élaborer ce rapport a été analysée et validée par le même groupe de spécialistes indépendantes qui s'était déjà chargé de cette tâche lors des précédents exercices. Elle n'est pas figée et de nouveaux éléments sont introduits à chaque édition dans un souci d'amélioration.

La principale nouveauté de cette édition est la quantité toujours plus importante d'informations disponibles sur le microsite **Fidèles à nos engagements** grâce à un panneau d'affichage dynamique et au fichier téléchargeable contenant des données ouvertes. Ces données sont classées par thèmes comme dans le présent rapport.



Mise à jour des engagements

- Le Gouvernement a pris **13 nouveaux engagements**, dont 6 suite à l'invasion de l'Ukraine et au sommet l'OTAN, atteignant le chiffre total de **1 494** engagements au 30 juin 2022.
- **2 engagements ont été laissés sans suite** pendant le semestre qui nous occupe, en plus des 10 engagements qui avaient déjà été sans suite précédemment.

Bilan de la réalisation des engagements

- **ENGAGEMENTS RÉALISÉS.** Depuis l'investiture, le gouvernement a pris 1 494 engagements : 53,3 % d'entre eux ont été réalisés et il est prévu que ce taux atteigne 61,0 % au prochain semestre.
- **ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE ET LES RÉALISATIONS.** 53,6 % des 1 481 engagements existants au semestre précédent ont été honorés. Par conséquent, comparativement, le résultat dépasse de 5,3 % les prévisions du mois de décembre 2021.
- **ENGAGEMENTS ACTIVÉS.** Si l'on ajoute les engagements déjà honorés à ceux qui sont en cours de réalisation, le Gouvernement a commencé à travailler sur 98,1 % des engagements pris, soit la quasi-totalité des engagements.
- **DISCOURS D'INVESTITURE.** 59,0 % des engagements solennellement acquis par le président du Gouvernement lors de son discours devant les Cortès générales ont déjà été réalisés.
- **ACCORD DE COALITION PROGRESSISTE (ACP).** 54,9 % des 428 engagements issus de l'ACP ont déjà été honorés et il est prévu que ce taux atteigne 62,6 % en décembre 2022. Le résultat dépasse de 3,7 % les prévisions de réalisation des engagements du semestre précédent.
- **PLAN DE RELANCE, DE TRANSFORMATION ET DE RÉSILIENCE.** Au 30 juin 2022, 39,6 % des engagements associés au plan avaient été honorés, et il est prévu que ce taux atteigne 48,1 % en décembre 2022.

En plus de l'analyse et de l'évaluation de la mise en œuvre des engagements, le rapport décrit les principales initiatives mises en œuvre dans le but de relancer et de transformer le pays.



Tableau 1. Bilan de réalisation des engagements pris au 30 juin 2022.

Origine de l'engagement [nb d'engagements]	Engagements réalisés Juin 22	Réalisation prévue Déc. 22
Total [1494]	53,3 %	61,0 %
Discours d'investissement [239]	59,0 %	66,9 %
Accord de coalition progressiste PSOE-UP [428]	54,9 %	62,6 %
Autres accords d'investissement [161]	49,1 %	54,0 %
Engagements associés au PRTR [316]	39,6 %	48,1 %
Manifestations et déclarations publiques [728]	59,8 %	67,7 %

Tableau 2. Bilan et écart dans la réalisation des engagements figurant dans le rapport de décembre 2021.

Origine de l'engagement [nb d'engagements Déc. 21]	Réalisation prévue pour juin 22 en déc. 21	Engagements réalisés en juin 22 (par rapport à ceux figurant dans le rapport de déc.21)	Écart par rapport à la prévision
Total [1481]	48,3 %	53,6 %	+5,3 %
Discours d'investissement [239]	58,6 %	59,0 %	+0,4 %
Accord de coalition progressiste PSOE-UP [428]	51,2 %	54,9 %	+3,7 %
Autres accords d'investissement [161]	43,5 %	49,1 %	+5,6 %
Engagements associés au PRTR [316]	32,9 %	39,6 %	+6,6 %
Manifestations et déclarations publiques [715]	54,7 %	60,4 %	+5,7 %



Sommaire

Bloc I. Description de l'exercice de redevabilité	7
1. Introduction	8
2. Contexte.....	9
3. Synthèse méthodologique.....	10
4. Concepts clés de la redevabilité	11
5. Nouveautés de l'exercice pendant ce semestre.....	13
Bloc II. Présentation des résultats	15
6. Réponse aux conséquences économiques de la crise provoquée par la guerre en Ukraine	16
7. Alignement des engagements avec les ODD	18
8. Résultats de réalisation des engagements.....	20

Annexes

Annexe I. Méthodologie

Annexe II. Mise à jour des engagements

Bloc I. Description de l'exercice de redevabilité



1. Introduction

Cette quatrième édition de **Fidèles à nos engagements** présente l'état de mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement de l'Espagne depuis le début de la législature jusqu'au **30 juin 2022**. Nous tenons ainsi notre engagement de mettre à jour et de publier à intervalles réguliers les données relatives à l'évolution du respect des engagements pris par le gouvernement, autrement dit, de réaliser un exercice de **redevabilité de manière périodique et systématique**. Les initiatives les plus significatives concrétisées au mois de juillet dernier sont également recensées.

Par ailleurs, les premières actions menées en réponse à la crise provoquée par la guerre en Ukraine sont intégrées au rapport, ainsi qu'un résumé des nouvelles mesures prises pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie et la forte inflation, annoncées par le président du Gouvernement lors du « Débat sur l'état de la Nation » qui s'est tenu récemment.

La notion de redevabilité, qui repose sur le **principe de réalisation ou d'explication des engagements, vise à revendiquer une valeur essentielle, celle de la parole donnée**, avec un triple objectif :

- progresser en termes de qualité démocratique et **de culture de la gouvernance publique** ;
- combattre le désintérêt des citoyen-nes pour la politique, en soumettant l'action du Gouvernement à un audit citoyen ; et
- mettre en œuvre un processus d'**apprentissage institutionnel** enrichi par le débat public.

Cet exercice permet au pays de progresser dans tous ces domaines, toujours dans une démarche d'amélioration continue. Outre le rapport, tous les documents explicatifs et les annexes sont aussi mis à la disposition de tous, ainsi qu'un fichier de données ouvertes concernant (i) les engagements pris depuis l'investiture et tout au long de la législature, (ii) les conditions de réalisation en tant qu'éléments clés permettant de déterminer la manière dont un engagement est réalisé, (iii) les initiatives développées pour honorer ces engagements et leurs sources de vérification, (iv) les états de mise en œuvre de chaque engagement, et (v), dans cette dernière édition, la classification des engagements par thèmes permettant aux citoyens d'évaluer les secteurs qui s'ajustent le mieux à leurs préférences ou à leurs priorités spécifiques.

L'un des principaux objectifs des informations publiées dans ce rapport est d'approfondir la **relation directe entre l'exécutif et les citoyens**, dans le but de répondre aux demandes de sociétés de plus en plus éduquées et informées, en soumettant et en rapprochant l'action gouvernementale des citoyens. En mettant la totalité des informations à la disposition de l'ensemble des citoyens, et donc aussi



des partis politiques, des médias et de tout autre agent social intéressé par le contrôle et l'évaluation des actions de l'exécutif, ce dernier facilite le contrôle de l'action gouvernementale grâce à une plus grande transparence, à une plus grande responsabilité publique et à l'ouverture à l'examen public des décisions prises par le Gouvernement.

Pour la première fois, les mesures relatives à la gestion de la pandémie ne figurent pas de manière spécifique dans le rapport, la phase de relance et de transformation structurelle du pays étant amorcée.

2. Contexte

Au début de la législature, plus précisément lors de son discours inaugural, le président du Gouvernement s'est engagé auprès des citoyen·nes à rendre des comptes régulièrement sur les avancées de l'action gouvernementale. Le présent exercice naît de cet engagement.

Ainsi, le président du Gouvernement a présenté quatre rapports de redevabilité qui s'attachent à détailler la réalisation des engagements pris : un premier en décembre 2020, un deuxième et un troisième au premier et au deuxième semestre 2021, et le dernier, celui qui nous occupe, qui traite des actions menées jusqu'en juillet 2022.

Nul n'ignore désormais qu'en décembre 2020, pour la première fois dans l'histoire de notre démocratie, un bilan gouvernemental est établi sur la base d'une analyse systématisée de la réalisation des engagements pris depuis le début de la législature. Cette tâche est intégrée à la dynamique gouvernementale et continue tout naturellement d'être menée à bien.

Chaque fois qu'un rapport est présenté, les documents suivants sont **mis à la disposition du public sur le microsite *Fidèles à nos engagements*, sur le site web de la présidence du Gouvernement (Moncloa)** : (i) le rapport en lui-même, présenté par le président, (ii) deux annexes contenant des données complémentaires, en particulier les bases méthodologiques sur lesquelles repose le travail effectué, (iii) un rapport exécutif et le ***Destacados Cumpliendo***, qui expose les mesures les plus significatives ayant déjà été mises en œuvre et, (iv) un fichier téléchargeable contenant les **1 494 engagements analysés**, leur état de mise en œuvre et les initiatives mises en œuvre pour les honorer. Dans la présente édition, une nouvelle classification des engagements par thèmes a été incluse sous la forme d'une nouvelle visualisation graphique des informations et des résultats.

Après la présentation du rapport, le deuxième niveau de l'exercice est enclenché, avec la **publication d'un bilan sectoriel par tous les ministères**.

Le processus de redevabilité s'achève par la **présentation des bilans territoriaux par l'ensemble des délégués du Gouvernement**.



Les bilans sectoriels et territoriaux sont mis à la disposition du public sur le microsite **Fidèles à nos engagements**. Des traductions des rapports en anglais et en français sont également disponibles peu de temps après.

L'unité de reddition de comptes (*Unidad de Rendición de Cuentas*, ci-après URC) de la présidence du Gouvernement est chargée de coordonner cet exercice à travers la préparation des données et l'activation des mécanismes nécessaires à l'exercice de redevabilité du Gouvernement de l'Espagne.

3. Synthèse méthodologique

L'exercice de redevabilité relève de la responsabilité de l'URC qui dépend du secrétariat général du Cabinet de la présidence du Gouvernement.

Il porte sur les aspects suivants :

- **identification, systématisation, mise à jour et analyse des engagements** pris par le Gouvernement au moment de l'investiture et tout au long de la législature ;
- **suivi et contrôle des initiatives** réalisées par le Gouvernement ;
- **analyse préliminaire de la réalisation** des engagements ;
- **mise en commun** avec les ministères ;
- **élaboration de *Fidèles à nos engagements***, le rapport dans lequel figure l'état de mise en œuvre des engagements ;
- préparation du **bilan sectoriel et territorial** de redevabilité ;
- préparation des **données ouvertes, des supports de diffusion et des instruments permettant de visualiser l'information** qui accompagnent l'exercice de redevabilité.

Les critères, les fondements et la méthodologie utilisés à chacune des étapes du processus sont décrits en détail dans les bases méthodologiques contenues dans la partie I de l'**annexe I**, qui a été mise à jour lors de cette quatrième édition afin d'introduire (i) les nouveautés en matière de redevabilité au premier semestre 2022 et (ii) les recommandations et les suggestions du groupe de 12 spécialistes qui composent le **Groupe d'analyse méthodologique (GAM)**.

À nouveau, lors de cet exercice, la dernière version des bases méthodologiques a été validée, **garantissant ainsi l'objectivité et la qualité de l'exercice**. Le GAM est constitué de spécialistes indépendantes de haut niveau issues de domaines de spécialisation complémentaires, avec un équilibre entre les hommes et les femmes et une répartition territoriale la plus large possible en fonction des universités

d'origine. La partie II de l'**annexe I** décrit avec précision la collaboration entre l'URC et le GAM.

Comme lors des précédents exercices, après la présentation publique du rapport **Fidèles à nos engagements**, un bilan sectoriel est présenté par les ministères et, dans un troisième temps, les **bilans territoriaux sont présentés par l'ensemble des délégués du Gouvernement**.

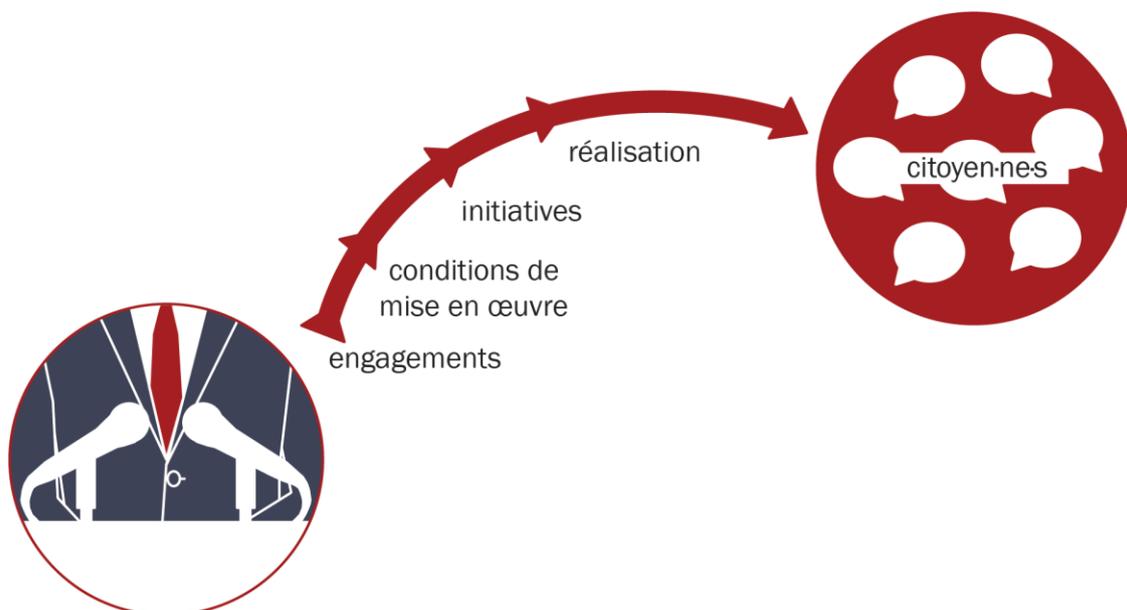
Lors du précédent exercice de décembre 2021, un panneau de visualisation graphique de l'information a été introduit pour la première fois sur le **microsite Fidèles à nos engagements**. Les visuels ont été enrichis au cours de ce semestre et permettent de compléter les données ouvertes et les informations disponibles lors des éditions précédentes, comme cela a été mentionné précédemment dans le rapport.

En outre, le Gouvernement continue de diffuser activement l'exercice de redevabilité, particulièrement à l'échelle nationale, à travers sa participation, par exemple, à la réunion plénière du Forum sur le gouvernement ouvert (*Foro de Gobierno Abierto*) et la création d'un podcast. Enfin, nous avons réuni les conditions d'un rayonnement international plus actif au cours du second semestre 2022. Une liste de toutes les actions menées dans cette optique peut être consultée (partie III de l'**annexe I**).

4. Concepts clés de la redevabilité

Cette section présente les concepts clés de la méthodologie et de l'exercice de redevabilité en tant que processus permettant de réaliser les engagements en mettant en place des initiatives.

Graphique 1. *Processus de réalisation.*





- Par engagement, on entend toute obligation, promesse ou expression de volonté explicites du Gouvernement en vue de répondre à un besoin ou à un problème public spécifique.
 - Les engagements peuvent provenir :
 - (i) du **discours d'investiture** du président du Gouvernement ;
 - (ii) **des accords passés avec les formations politiques** ayant appuyé ou facilité l'investiture ;
 - (iii) **de toute autre manifestation, déclaration ou accord** passé par le président du Gouvernement ou les ministres ; et
 - (iv) **de plans ou de stratégies du Gouvernement de nature transversale** qui établissent une feuille de route pour l'ensemble du Gouvernement à moyen ou long terme.
 - Les engagements sont mis à jour en fonction des nouveaux besoins et défis politiques et de la prise en compte de nouvelles cibles et lignes d'action. Ainsi, de nouveaux engagements peuvent faire leur apparition et les engagements existants peuvent être reformulés. En tout état de cause, expliquer ces ajustements fait partie intégrante de l'exercice de redevabilité.
 - Les engagements peuvent se trouver à différents états de mise en œuvre. Un engagement peut être :
 - **Non actif** lorsqu'aucune initiative n'a encore été prise aux fins de sa réalisation.
 - **Actif** lorsque des initiatives visant à l'honorer ont été prises. Dans ce cas, on distingue 4 subdivisions :
 - **En cours – sans avancées** : quand des initiatives liées à l'engagement ont été mises en œuvre par le passé, mais qu'aucune autre initiative n'a été entreprise ou que les initiatives mises en œuvre n'ont pas été poursuivies au cours du semestre.
 - **En cours – avec des avancées** : quand, au cours du semestre, des activités ou des initiatives ont été mises en œuvre, suite à quoi des progrès ont été constatés quant à la réalisation de l'engagement.
 - **En cours de traitement par des tiers** : lorsque l'activité qui permet une avancée ou la réalisation de l'engagement ne relève plus, en principe, du seul Gouvernement, parce qu'une étape ou un processus spécifique sort du cadre de ses fonctions ou de ses compétences.
- C'est le cas des engagements qui consistent à faire adopter une loi, par exemple. Ces derniers seraient classés dans la catégorie « En

cours - par des tiers » pendant la phase parlementaire, c'est-à-dire une fois que le Conseil des ministres a envoyé le projet de loi au Parlement. C'est également le cas pour les dossiers sur lesquels le Gouvernement ne peut pas progresser tant que les institutions de l'UE n'ont pas finalisé certaines actions.

- **Réalisé** : lorsque le résultat ou le produit spécifié dans l'engagement est obtenu ou, dans le cas d'engagements qui requièrent une action continue sur la durée et établissent des objectifs abstraits, lorsque des initiatives pertinentes ont été mises en œuvre pour atteindre ces objectifs.
- **Laissé sans suite** : lorsqu'il est décidé qu'un engagement formulé n'est plus valable dans le cadre de la législature en cours et qu'il est écarté sur la base d'une décision motivée.

Graphique 2. États de mise en œuvre des engagements.



5. Nouveautés de l'exercice pendant ce semestre

5.1. Évolution méthodologique

La méthodologie utilisée au cours de ce semestre est tout à fait éprouvée et d'une grande fiabilité. Elle est néanmoins le résultat d'un processus d'amélioration continue impliquant l'intégration de nouveautés qui, dans de nombreux cas, sont issues des **recommandations formulées par les spécialistes du GAM**, et qui figurent dans les rapports précédents.

Comme lors des éditions précédentes, au cours du premier semestre 2022, le GAM a poursuivi son travail d'analyse et de validation des nouveautés de la méthodologie proposée par l'URC pour cette édition, notamment concernant la **nouvelle présentation et la visualisation des engagements par thèmes**.

Toutes les informations relatives à la méthodologie utilisée, aux nouveautés de cette édition, et au détail des travaux menés par le GAM figurent à l'**annexe I**.



5.2. Nouveaux contenus. Thèmes de recherche

En plus de tous les ajouts faits au cours des semestres précédents, un nouvel élément fait son apparition cette année qui a trait à la **présentation au public et à la visualisation graphique des résultats**. Afin de faciliter et d'améliorer les interactions avec les citoyen·nes et de simplifier l'accès à l'information, des **thèmes de recherche** ont été choisis afin de permettre au public d'effectuer des recherches en fonction des aspects qui correspondent le mieux à leurs intérêts ou priorités spécifiques.

Les **41 thèmes de recherche** répondent à une typologie variée et ont été identifiés grâce à une approche inductive. Les thèmes en question peuvent avoir trait aux espaces ou aux domaines traditionnels ou classiques de l'action gouvernementale dans une perspective de politique publique ; aux secteurs de l'activité économique ; aux problématiques publiques déjà existantes ou émergentes qui exigent des actions de la part du Gouvernement ; aux domaines de protection spécifiques ou aux biens publics permettant de structurer et de fédérer la société ; aux questions relatives à la configuration de l'État et aux fondements démocratiques ; aux engagements à développer dans le cadre de l'Union européenne ou dont la mise en œuvre est assujettie à des décisions prises dans le cadre des institutions communautaires ; enfin, aux axes de l'action gouvernementale et de transformation sociale communs à tout exécutif.

Le panneau d'affichage dynamique offre la possibilité d'effectuer une recherche par thèmes qui permet de visualiser le pourcentage de réalisation et l'état de mise en œuvre de l'ensemble des engagements qui composent les thèmes faisant l'objet de la recherche. Une analyse approfondie des initiatives associées à chacun des engagements décrits est également disponible.

Par ailleurs, le nombre d'engagements par thème et par état de mise en œuvre figure au point 8 du présent rapport, *Résultats de réalisation des engagements*. **On considère qu'un engagement peut figurer sous trois thèmes différents.**

5.3. Outil de gestion interne

La **maintenance et l'amélioration** de l'outil informatique **TELEOS** se poursuivent, afin de progresser encore davantage en termes d'échange d'informations avec les ministères et d'utilisation plus efficace de ces informations par l'URC.

Bloc II. Présentation des résultats



6. Réponse aux conséquences économiques de la crise provoquée par la guerre en Ukraine

Alors qu'elle doit faire face aux conséquences de la crise sanitaire, sociale et économique provoquée par la pandémie de COVID-19 et gérer le Plan de relance, de transformation et de résilience, l'Espagne doit relever un défi supplémentaire, celui de continuer à aller de l'avant et d'affronter les conséquences énergétiques et l'inflation liées à la crise causée par l'invasion russe en Ukraine.

Fin février, après l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine, la prise de position et les actions du Gouvernement ne se sont pas fait attendre : tout d'abord, le soutien inconditionnel apporté au peuple ukrainien, qui s'est manifesté par l'accueil des réfugiés, et ensuite, l'approbation du Plan national de réponse aux conséquences de la guerre, qui a impliqué la mise en œuvre d'un ensemble de mesures d'urgence pour appuyer les groupes vulnérables et les secteurs productifs les plus touchés, garantir les approvisionnements et baisser les prix du carburant et de l'électricité.

Un décret-loi royal historique a également été adopté, avec l'accord de la Commission européenne, autorisant le mécanisme permettant de plafonner le prix du gaz et de réduire le prix de l'électricité dans la péninsule ibérique (« exception ibérique »).

En outre, comme annoncé récemment, une nouvelle série de mesures et d'actions seront promues pour protéger et défendre les intérêts de l'ensemble de la société espagnole, des entreprises et de l'industrie, sans cesser de soutenir l'Ukraine.

Ces actions porteront sur la lutte contre une inflation toujours plus forte qui constitue le nouveau grand défi auquel l'Espagne, au même titre que les pays voisins, est confrontée actuellement. Les principales mesures prévues dans un premier temps, et qui seront mises en œuvre de façon imminente, sont les suivantes :

- Adoption d'un impôt à caractère exceptionnel et temporaire s'appliquant aux grandes institutions financières qui commencent déjà à tirer profit de la hausse des taux d'intérêt.
- Introduction d'un impôt sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises du secteur de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Subvention à 100 % de tous les abonnements de trains de banlieue Cercanías et Rodalies et de trains régionaux exploités par Renfe, du 1er septembre au 31 décembre de cette année.
- Bourse supplémentaire de 100 euros par mois accordée aux étudiant·es de plus de 16 ans bénéficiant déjà d'une bourse, afin de continuer à garantir l'égalité des chances et de faire en sorte qu'aucun·e étudiant·e ne soit contraint·e d'abandonner ses études à cause de difficultés financières.
- Dans le cadre des mesures portant sur l'avenir de l'éducation, adoption du programme Código Escuela 4.0 pour l'enseignement maternel, primaire et



secondaire, grâce auquel les élèves pourront développer leurs compétences numériques.

- Compte tenu du changement climatique, de la chaleur estivale et des périodes caniculaires de plus en plus longues, élaboration prioritaire d'un nouveau cadre réglementaire national de base concernant le personnel chargé de la prévention et de l'extinction des incendies, en collaboration avec toutes les administrations publiques concernées.
- Renforcement de l'autonomie alimentaire du pays avec la présentation d'une nouvelle PAC plus performante et la finalisation récente de la négociation du plan stratégique (PEPAC) avec la Commission européenne.
- Poursuite des avancées en matière d'indépendance énergétique, avec des mesures visant à déployer l'autoconsommation dans les bâtiments publics, en complément du milliard d'euros déjà destiné aux citoyens pour l'achat de panneaux solaires, de pompes à chaleur et de véhicules électriques.
- Des investissements sans précédent ont déjà commencé et se poursuivront pour que les îles Canaries et Baléares deviennent des territoires entièrement décarbonés et des îles 100 % renouvelables.
- Adoption prochaine de la loi sur la mobilité durable pour promouvoir la modernisation de l'économie. Deux nouvelles lois, l'une relative à l'industrie et l'autre au mécénat, devraient également voir le jour.
- Consolidation du système national de santé avec la stabilisation en emploi de plus de 67 000 professionnels de la santé et la création du Centre national de santé publique ; les leçons tirées de la pandémie ne sauraient être oubliées.
- Déblocage immédiat de l'opération *Campamento* qui permettra la construction de 12 000 logements dans la ville de Madrid, dont 60 % de logements sociaux, en plus des différentes politiques menées dans le domaine du logement, telles que la limitation de la hausse des loyers ou la loi sur le logement en tant que telle, qui est actuellement en cours d'examen parlementaire.
- Élaboration et adoption des plans stratégiques pour le développement économique et social des villes autonomes de Ceuta et Melilla.
- Enfin, le Gouvernement souhaite continuer de défendre la démocratie et les acquis civils et sociaux, comme il l'a fait jusqu'à présent, à travers l'approbation de diverses réglementations, notamment la loi sur la mémoire démocratique, la loi sur l'équité et l'universalité du système de santé publique, la loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, la loi intégrale contre la traite et l'exploitation des êtres humains, la loi contre la discrimination raciale, la loi sur les secrets officiels et la loi sur la réglementation du lobbying.

Les mesures en faveur de la transition écologique et de la transformation numérique et, plus généralement, les mesures visant à moderniser le pays, contribueront à faire de l'Espagne un pays plus prospère où il fait bon vivre.

7. Alignement des engagements avec les ODD

Cette édition a analysé la répartition des engagements pris par le Gouvernement en fonction de leur lien avec les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et, donc, avec l'Agenda 2030. Chaque engagement peut être associé jusqu'à un nombre maximum de trois ODD.

Graphique 3. Objectifs de développement durable.

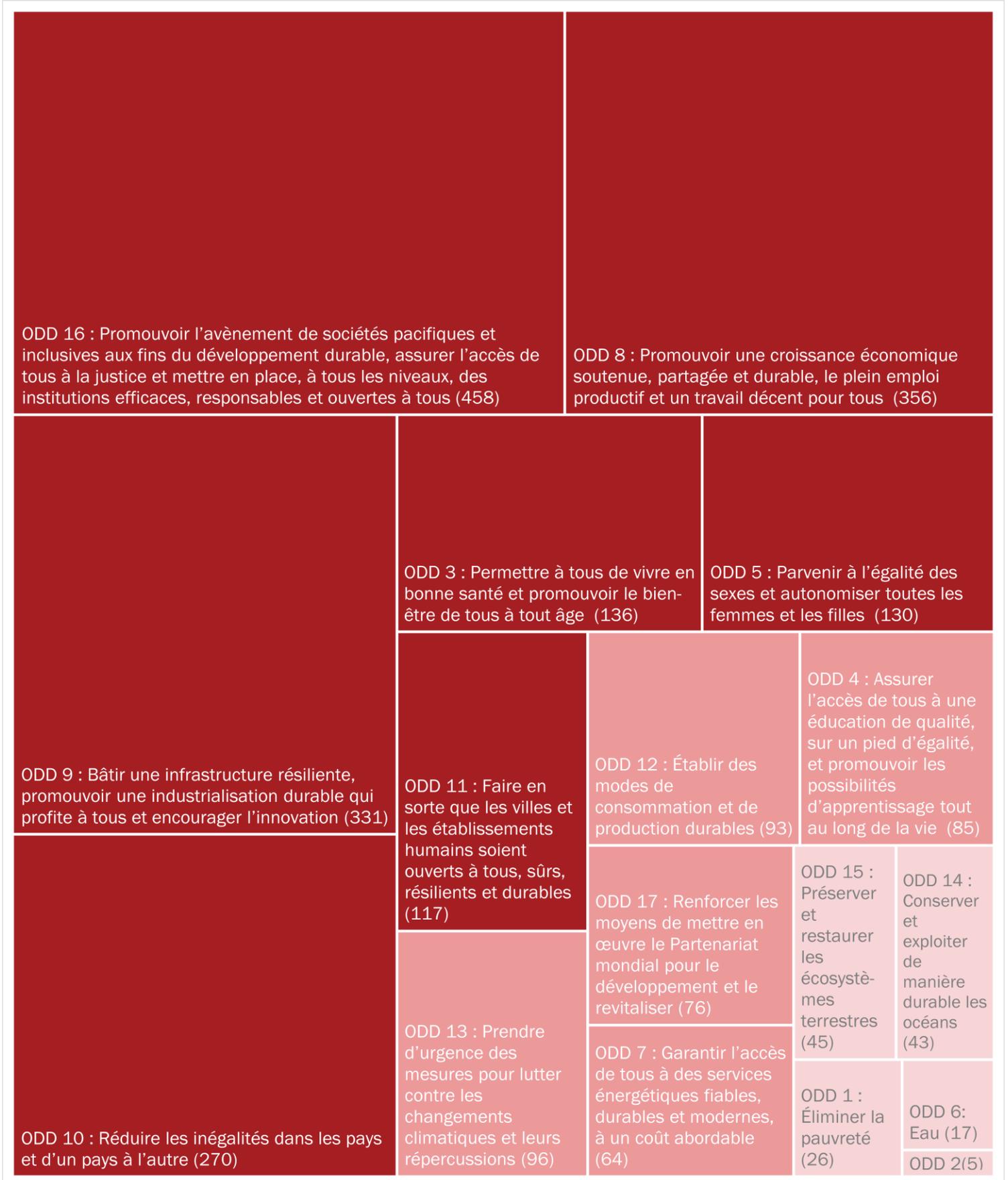


La répartition des engagements en fonction des ODD est présentée dans le graphique 4, où le nombre d'engagements liés à chacun des ODD est indiqué entre parenthèses.

Comme on peut le constater, les engagements sont très majoritairement liés aux ODD 16, 8 et 9, qui concernent respectivement la réalisation de sociétés inclusives, d'une croissance durable et d'une industrialisation durable et innovante.



Graphique 4. Alignement des engagements avec les ODD.



8. Résultats de réalisation des engagements

8.1. Bilan de la réalisation des engagements pris

Le nombre total d'engagements pris par le gouvernement et dont la réalisation est analysée dans ce rapport s'élève à **1 494**, suite à l'incorporation de 13 nouveaux engagements depuis décembre 2021. La plupart de ces engagements ont été pris dans le contexte de la crise de la guerre en Ukraine et du sommet de l'OTAN à Madrid, ou dans des déclarations spécifiques de membres de l'exécutif.

12 engagements ont été laissés sans suite. Parmi ceux-ci, 10 apparaissent déjà dans le rapport précédent et 2 autres ont été ajoutés ce semestre, comme le reflètent et le justifient les sections concernées. Cela représente à peine 0,8 % de l'ensemble des engagements pris. Les nouveaux engagements et les engagements laissés sans suite figurent à l'**annexe II**.

Tant l'évolution depuis décembre 2021 que l'état de mise en œuvre des engagements au 30 juin 2022 peuvent être consultés dans le tableau suivant, qui montre également la prévision générale de réalisation des engagements au 31 décembre 2022.

Tableau 3. Réalisation générale des engagements.

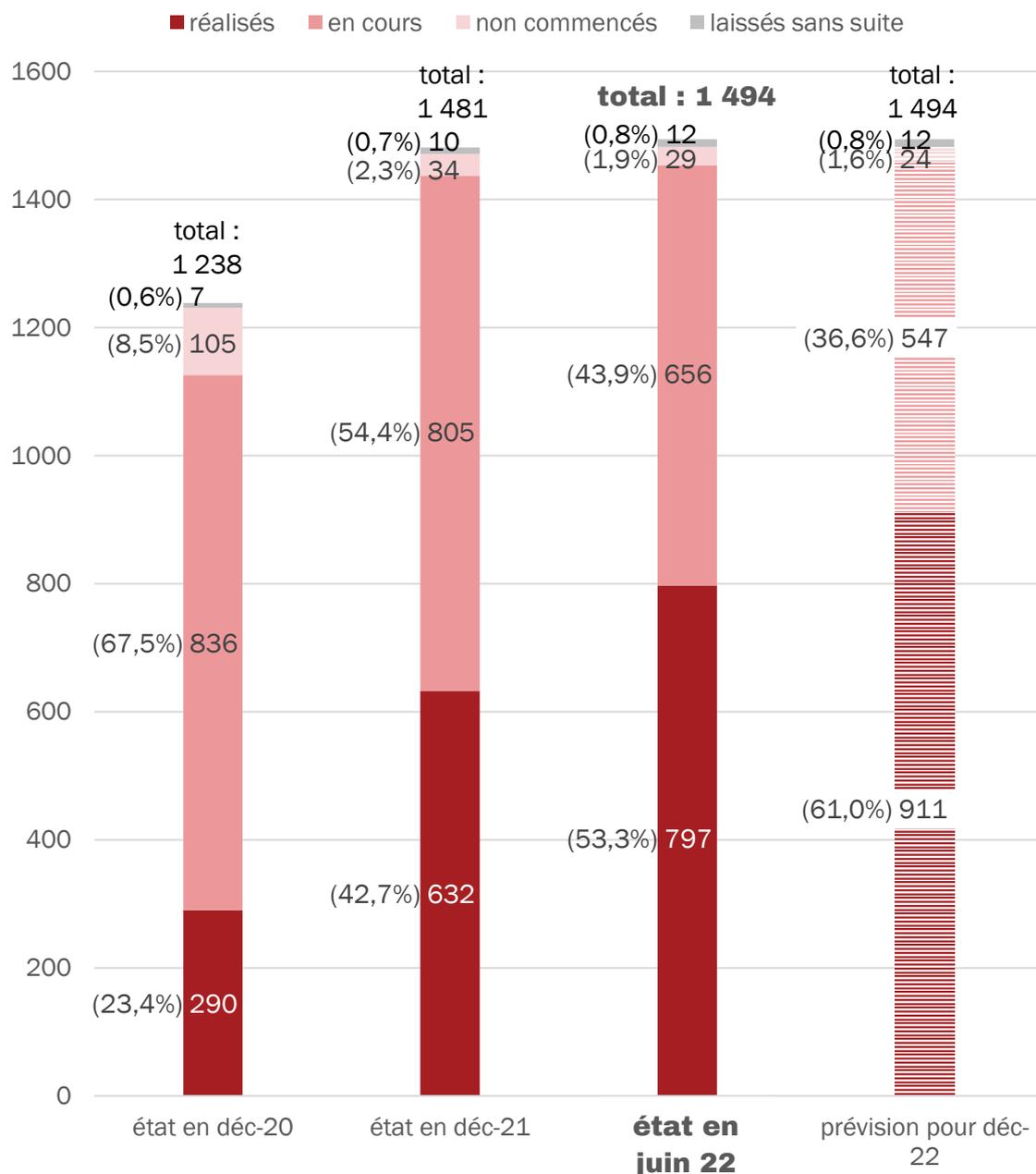
Engagements	En cours			Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22*	Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
Nombre	805	656	547	632	797	911
(total %)	(54,4 %)	(43,9%)	(36,6 %)	(42,7 %)	(53,3 %)	(61,0 %)
Total par semestre	1 481	1 494	1 494	1 481	1 494	1 494

*Engagements en cours en juin 22			
Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers	Total
38 (2,5 %)	540 (36,1 %)	78 (5,2 %)	656 (43,9 %)

À la fin du premier semestre 2022, **presque la totalité (98,1 %) des engagements pris ont déjà été activés**, soit parce qu'ils ont été réalisés, soit parce qu'ils sont en cours.

Il est intéressant de souligner que parmi les engagements « en cours », 78 au total se trouvent « en cours de traitement par des tiers », ce qui signifie que 5,2 % du total des engagements ne seront considérés comme réalisés qu'à la fin de la phase parlementaire, dans la plupart des cas.

Graphique 5. Évolution des engagements.

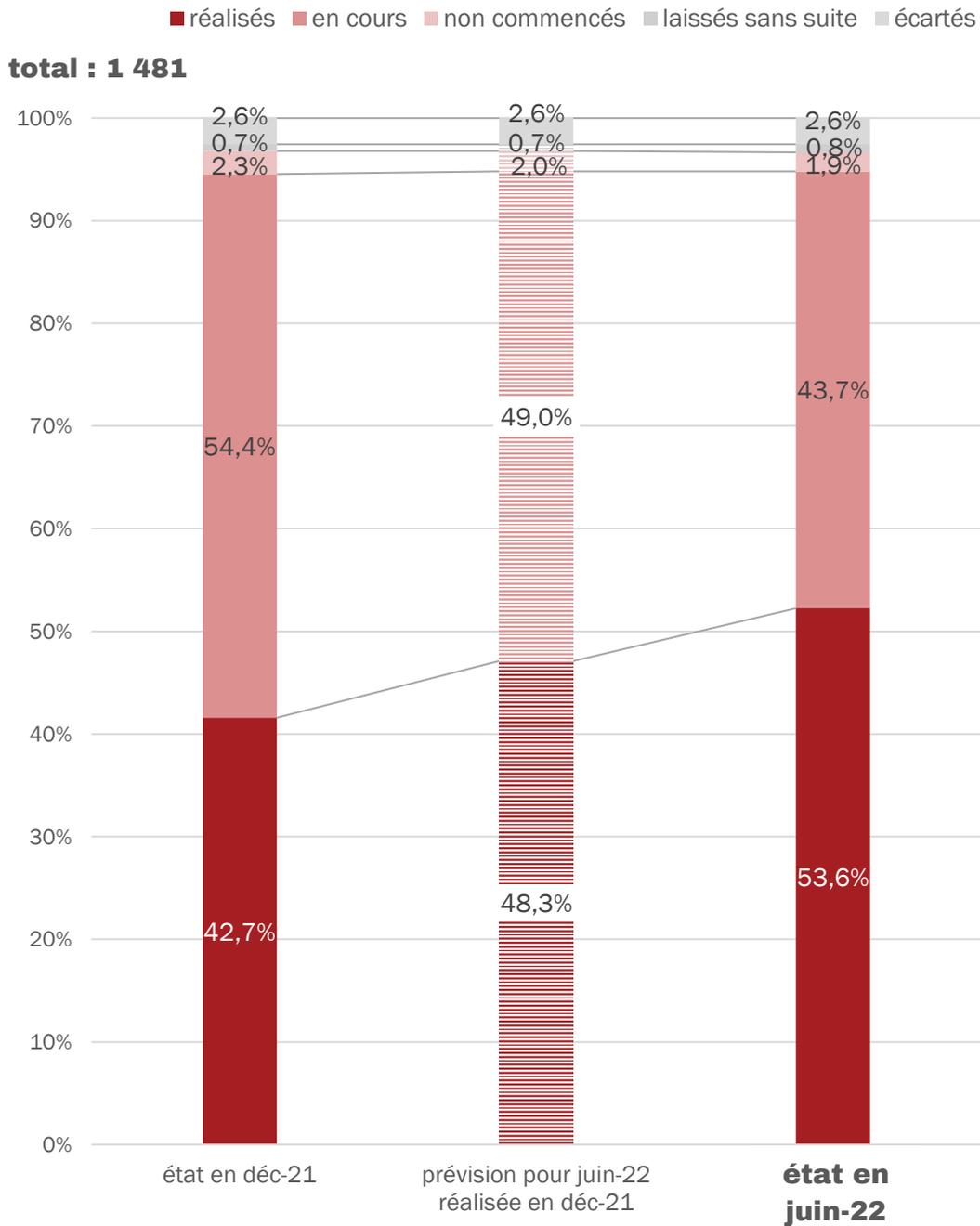


Un **certain ralentissement de l'évolution de la réalisation des engagements peut être observé dans les prévisions du prochain semestre**, en grande partie à cause de l'impact des nouveaux engagements du PRTR et des engagements pris

récemment dans le contexte de la guerre en Ukraine et du sommet l'OTAN, qui, dans certains cas, fixent l'année 2023 en ligne de mire.

Ces résultats **répondent largement aux prévisions faites en décembre** pour le semestre en cours, comme le montre le graphique 6 (+5,3 %).

Graphique 6. Écart par rapport aux prévisions de réalisation des engagements.



8.2. Évolution de la réalisation selon l'origine de l'engagement

Les engagements peuvent provenir des sources suivantes :

- Discours d'investiture.
- Accord de coalition pour un gouvernement progressiste entre le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et Unidas Podemos.
- Autres accords passés en vue d'obtenir les appuis nécessaires à l'investiture.
- Présentation des axes stratégiques des ministères.
- Mesures du Plan de relance, de transformation et de résilience.
- Autres origines : accords, entretiens, déclarations, etc.

La plupart des engagements pris dans le discours d'investiture coïncident avec d'autres engagements pris dans l'accord de coalition ou dans d'autres accords passés avec d'autres groupes politiques. C'est pourquoi le nombre global d'engagements, qui sont tous uniques, ne coïncide pas avec la simple somme des engagements classés selon leur origine. Il en va de même pour une partie des engagements liés au PRTR, qui peuvent également être associés à d'autres sources.

8.2.1. Discours d'investiture (prononcé le 04/01/2020)

Les tableaux et graphiques suivants présentent les résultats de réalisation des engagements. Au premier semestre 2022, le chiffre prévu en décembre 3,0 a été dépassé de 0,4%. Pendant le semestre en cours, aucun engagement n'a été laissé sans suite.

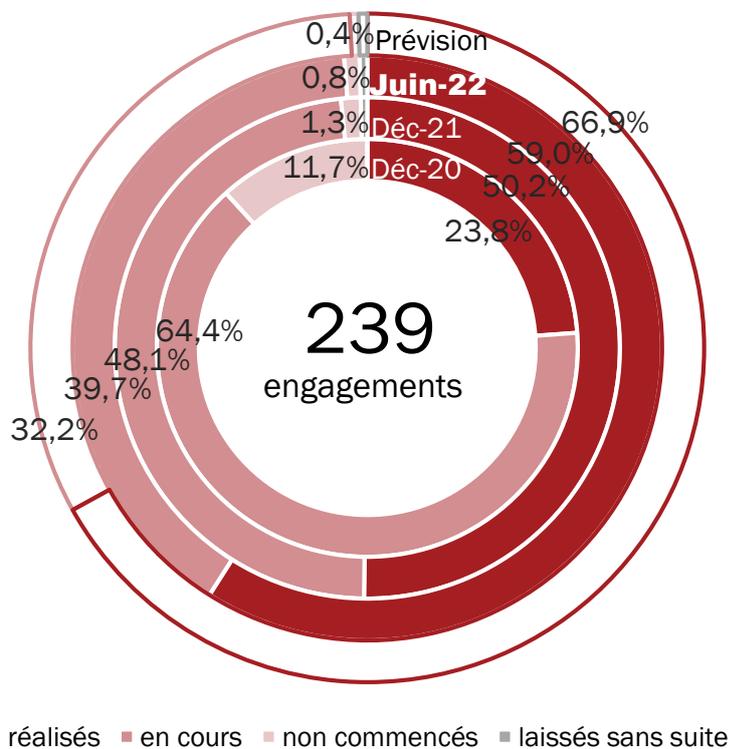
C'est dans ce bloc que l'on trouve le pourcentage le plus élevé d'engagements « en cours de traitement par des tiers » parmi les engagements « en cours » **21 au total se trouvent « en cours de traitement par des tiers », ce qui signifie que 8,8 %** du total des engagements ne seront considérés comme réalisés qu'à la fin de la phase parlementaire.

Tableau 4. Réalisation des engagements contenus dans le discours d'investiture.

Nb d'engagements	En cours			Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22*	Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
239	115 (48,1 %)	95 (39,7 %)	77 (32,2 %)	120 (50,2 %)	141 (59,0 %)	160 (66,9 %)

*Engagements en cours en juin 22			
Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers	Total
3 (1,3 %)	71 (29,7 %)	21 (8,8 %)	95 (39,7 %)

Graphique 7. Réalisation des engagements contenus dans le discours d'investissement.



8.2.2. Accord de coalition progressiste passé entre le PSOE et Unidas Podemos (30/12/2019)

Les tableaux et graphiques suivants présentent les résultats de réalisation des engagements. Au premier semestre 2022, **le chiffre prévu en décembre 2021 a été dépassé de 3,7 %.**

Tableau 5. Réalisation des engagements pris dans l'Accord de coalition progressiste.

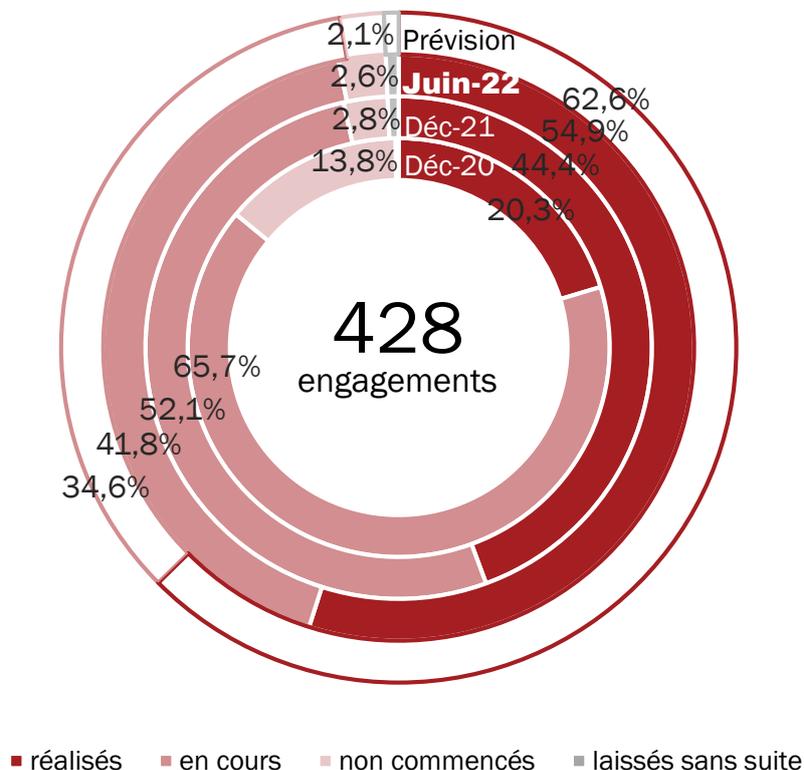
Nb d'engagements	En cours			Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22*	Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
428	223 (52,1 %)	179 (41,8 %)	148 (34,6 %)	190 (44,4 %)	235 (54,9 %)	268 (62,6 %)

*Engagements en cours en juin 22			
Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers	Total
8 (1,9 %)	134 (31,3 %)	37 (8,6 %)	179 (41,8 %)

Dans cette catégorie, il est également intéressant de noter qu'un total de **37 engagements se trouvent au stade dit « en cours de traitement par des tiers »**, soit 8,6 %.

Pendant le premier semestre 2022, aucun engagement de cette catégorie n'a été laissé sans suite.

Graphique 8. Réalisation des engagements pris dans l'Accord de coalition progressiste.



8.2.3. Autres accords passés en vue d'obtenir les appuis nécessaires à l'investissement

Les accords auxquels se réfère le tableau 6 sont les suivants :

- **PSOE-PNV** (Parti nationaliste basque) - Accord entre PSOE et EAJ-PNV (signé le 30/12/2019).
- **PSOE-ERC** (Gauche républicaine de Catalogne) - Accord pour la création d'une table ronde réunissant le Gouvernement et le Govern de Catalogne pour le règlement du conflit politique (signé le 02/01/2020).
- **PSOE-Nuevas Canarias** - Bases d'un programme canarien sur les relations avec l'État pour la période 2020-2024 (signé le 03/01/2020).
- **PSOE-Teruel Existe** - Pacte d'État pour le repeuplement et le rééquilibrage territorial (signé le 03/01/2020).
- **PSOE-Compromís** - Accord d'investissement PSOE-Compromís (signé le 03/01/2020).
- **PSOE-BNG** (Bloc nationaliste galicien) - Accord PSOE-BNG (signé le 03/01/2020).

Tableau 6. Réalisation des engagements provenant d'accords signés avec d'autres forces politiques.

Accord [Nb d'engagements]	En cours					Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22			Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
		Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers				
PSOE-PNV [14]	10 (71,4 %)	8 (57,1 %)			8 (57,1 %)	3 (21,4 %)	5 (35,7 %)	5 (35,7 %)
		0 (0,0 %)	8 (57,1 %)	0 (0,0 %)				
PSOE-ERC [1]	1 (100,0 %)	1 (100,0 %)			1 (100,0 %)	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)
		0 (0,0 %)	1 (100,0 %)	0 (0,0 %)				
PSOE-Nuevas Canarias [45]	17 (37,8 %)	12 (26,7 %)			11 (24,4 %)	23 (51,1 %)	28 (62,2 %)	29 (64,4 %)
		1 (2,2 %)	10 (22,2 %)	1 (2,2 %)				



Accord [Nb d'engagements]	En cours				Réalisés			
	Déc. 21	Juin 22			Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
		Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers				
PSOE-Teruel existe [39]	24 (61,5 %)	23 (59,0 %)			19 (48,7 %)	13 (33,3 %)	14 (35,9 %)	18 (46,2 %)
		4 (10,3 %)	19 (48,7 %)	0 (0,0 %)				
PSOE- Compromís [22]	9 (40,9 %)	8 (36,4 %)			6 (27,3 %)	10 (45,5 %)	11 (50,0 %)	13 (59,1 %)
		1 (4,5 %)	7 (31,8 %)	0 (0,0 %)				
PSOE-BNG [40]	20 (50,0 %)	17 (42,5 %)			16 (40,0 %)	18 (45,0 %)	21 (52,5 %)	22 (55,0 %)
		3 (7,5 %)	12 (30,0 %)	2 (5,0 %)				

Comme dans les deux points précédents, aucun engagement de cette catégorie n'a été laissé sans suite pendant le semestre en cours.

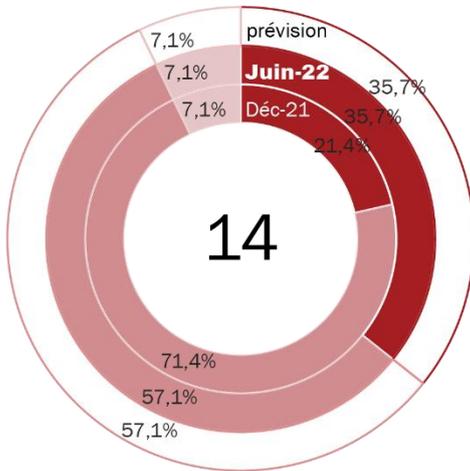
Il convient de souligner ici **l'évolution positive de la réalisation des engagements** au cours du semestre dans le cas de ceux figurant dans l'accord passé entre le **PSOE et le PNV** et entre et le **PSOE et Nueva Canarias**. **Au cours du prochain semestre**, on s'attend à des **progrès significatifs** concernant les engagements figurant dans l'accord entre **le PSOE et Teruel Existe et entre le PSOE et Compromís**.

Les prévisions ont largement dépassé ce qui avait été annoncé en décembre pour les engagements de cette catégorie **(+5,6 %)**.

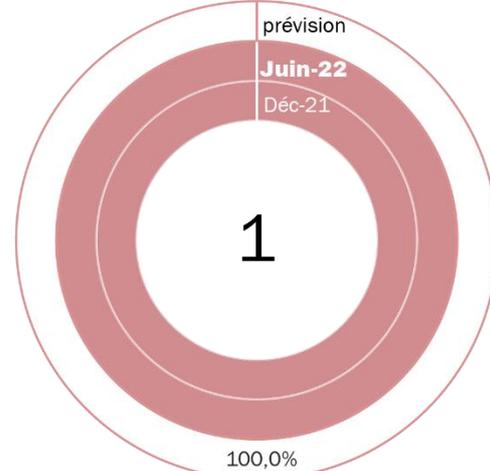
Graphique 9. Réalisation des engagements provenant d'accords signés avec d'autres forces politiques.

■ réalisés ■ en cours ■ non commencés ■ laissés sans suite

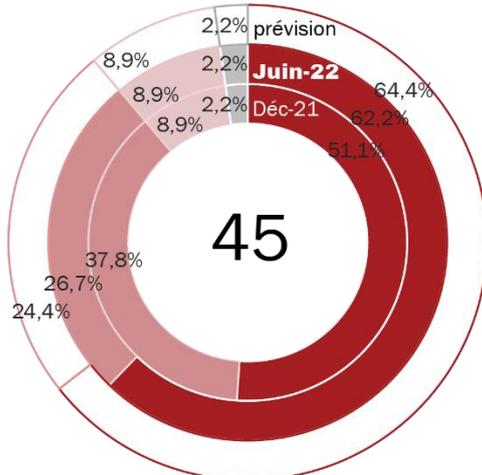
PSOE-PNV



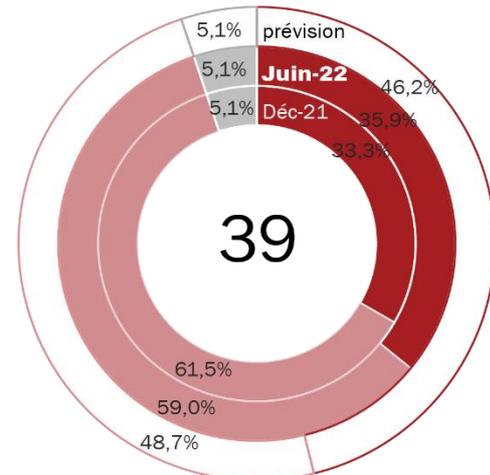
PSOE-ERC



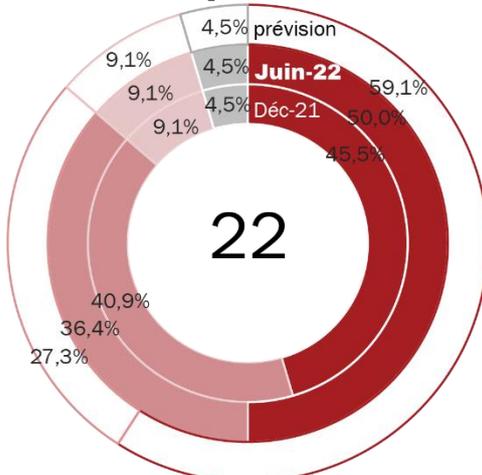
PSOE-Nueva Canarias



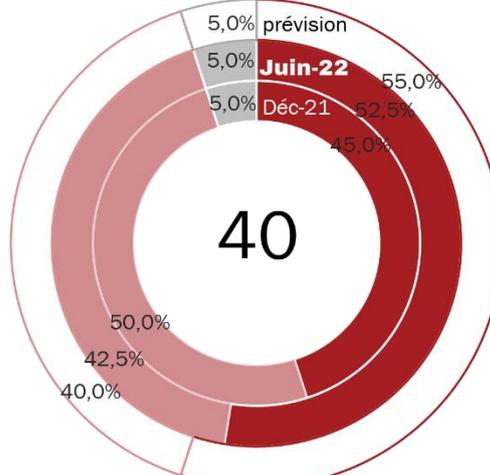
PSOE-Teruel Existe



PSOE-Compromís



PSOE-BNG



8.2.4. Engagements formulés lors de la présentation des lignes stratégiques des ministères

Les tableaux et les graphiques suivants présentent les résultats de réalisation des engagements.

Dans cette catégorie, **1 engagement supplémentaire a été laissé sans suite** qui s'ajoute à l'engagement déjà laissé sans suite lors des semestres précédents. Les raisons qui expliquent cette situation figurent au tableau 8.

Tableau 7. Réalisation des engagements pris lors de la présentation des lignes stratégiques des ministères au Congrès des députés ou au Sénat.

Nb d'engagements	En cours					Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22			Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
		Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers				
545	261 (47,9 %)	202 (37,1 %)			160 (29,4 %)	280 (51,4 %)	339 (62,2 %)	381 (69,9 %)
		15 (2,8 %)	161 (29,5 %)	26 (4,8 %)				

Graphique 10. Réalisation des engagements provenant des interventions au Congrès des députés ou au Sénat présentant les lignes stratégiques des ministères.

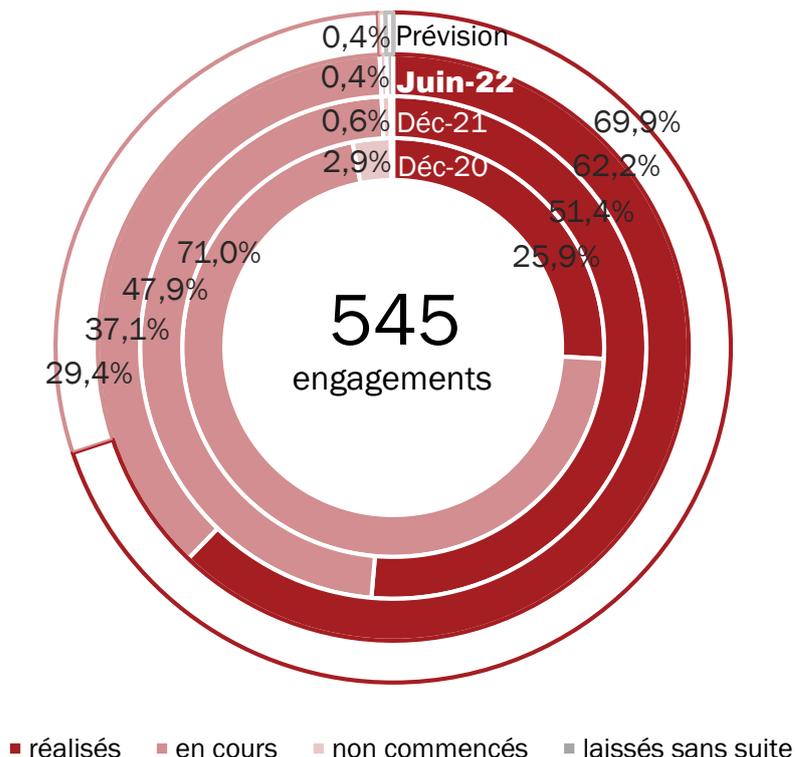


Tableau 8. Engagement laissé sans suite provenant des lignes stratégiques initiales.

Origine	Engagement	Justification
Intervention de la ministre des Finances (20/02/2020)	Promouvoir un groupe de travail avec les communautés autonomes et les collectivités locales pour examiner la flexibilisation de la règle de dépenses	En 2020 et 2022, la Commission européenne et le Conseil ont activé la clause de sauvegarde, permettant ainsi aux pays de s'écarter des objectifs de stabilité budgétaire et de dette publique. Le 23 mai 2022, la Commission et le Conseil sont convenus de maintenir l'application de cette clause en 2023.

8.3. Engagements liés au PRTR

Le bloc de 316 engagements associés aux 212 mesures du plan a été défini au cours des semestres précédents. Rappelons qu'il existe des mesures associées à 147 engagements existants, et que le reste est lié à 169 autres nouveaux engagements identifiés comme étant issus du plan lui-même.

Le présent rapport n'a pas pour but de servir d'outil pour le suivi officiel de la mise en œuvre du plan et de chacune de ses mesures et ne peut être utilisé à cet effet. Des paramètres et des procédures spécifiques pour le suivi du plan sont déjà en place.

Ainsi, comme en 2021, les tableaux ci-dessous présentent une analyse du niveau de mise en œuvre des **engagements liés aux mesures du plan** et de l'évolution prévue pour le prochain semestre.

En outre, les engagements associés aux **20 réformes majeures** décrites dans le plan sont examinés en détail.

Tableau 9. Réalisation des engagements liés au PRTR.

Origine [Nb d'engagements]	En cours					Réalisés		
	Déc. 21	Juin 22			Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
		Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers				
Nouveaux liés au PRTR [169]	143 (84,6 %)	126 (74,6 %)			112 (66,3 %)	25 (14,8 %)	42 (24,9 %)	57 (33,7 %)
		2 (1,2 %)	119 (70,4 %)	5 (3,0 %)				
Existants mais associés au PRTR [147]	84 (57,1 %)	63 (42,9 %)			51 (34,7 %)	62 (42,2 %)	83 (56,5 %)	95 (64,6 %)
		2 (1,4 %)	49 (33,3 %)	12 (8,2 %)				
Total [316]	227 (71,8 %)	189 (59,8 %)			163 (51,6 %)	87 (27,5 %)	125 (39,6 %)	152 (48,1 %)
		4 (1,3 %)	168 (53,2 %)	17 (5,4 %)				

Tableau 10. Réalisation des engagements associés aux 20 réformes majeures du PRTR.

Réforme	Engagement associé	État de mise en œuvre de l'engagement associé
1. Loi sur le changement climatique et la transition énergétique	Adopter la loi sur le changement climatique et la transition énergétique	Réalisé
	Approuver un mécanisme de soutien à la promotion de la production renouvelable	Réalisé
	Modifier les conditions requises, les règles et les appels d'offres pour les enchères d'énergie	Réalisé
2. Développement d'un système énergétique robuste et flexible, déploiement et intégration des énergies renouvelables	Adopter la loi sur le changement climatique et la transition énergétique	Réalisé
	Définir un cadre réglementaire pour les services d'agrégation, de gestion de la demande et de flexibilité	En cours
3. Feuille de route de l'hydrogène renouvelable	Approuver une feuille de route pour l'hydrogène : engagement en faveur de l'hydrogène renouvelable	Réalisé



Réforme	Engagement associé	État de mise en œuvre de l'engagement associé
4. Résilience et adaptation des écosystèmes, développement et connectivité des infrastructures vertes	Élaborer et développer la stratégie nationale en matière d'infrastructures vertes, de connectivité et de restauration écologique	Réalisé
5. Loi sur l'eau et plan national pour le traitement, l'assainissement, l'efficacité, les économies et la réutilisation de l'eau	Approuver les plans et les stratégies sur l'eau et modifier la réglementation	En cours
6. Modernisation de la politique agricole et de la pêche - Protection des sols et utilisation efficace de l'eau	Élaborer un cadre législatif sur la nutrition durable des sols agricoles	En cours
	Introduire un projet de loi sur la pêche durable	Réalisé
7. Politique des déchets et promotion de l'économie circulaire	Assurer le suivi de la législation sur les déchets et l'économie circulaire récemment adoptée	Réalisé
8. Modernisation du Système national de la science et soutien à l'innovation	Approuver la stratégie espagnole pour la science, la technologie et l'innovation 2021-2027	Réalisé
	Développer le système d'information sur la science, la technologie et l'innovation (SICTI)	Réalisé
	Développer la loi sur la science	En cours
9. Stratégie pour une mobilité durable et connectée	Adopter la stratégie pour une mobilité sûre, durable et connectée	Réalisé
10. Nouvelle politique du logement	Adopter une législation garantissant un logement public aux personnes en situation de vulnérabilité	En cours
	Approuver une loi sur le logement	En cours
	Promouvoir un cadre réglementaire dans lequel les grands propriétaires de logements collaborent avec l'administration pour rendre les logements vacants disponibles à des prix raisonnables	En cours
11. Modernisation de la Justice	Répondre aux nouveaux besoins organisationnels, procéduraux et structurels de la justice à moyen et long terme (projets 10 et 13 du plan « Justice 2030 »)	En cours



Réforme	Engagement associé	État de mise en œuvre de l'engagement associé
	Promouvoir l'État de droit (projets 22.1 et 22.2 du plan « Justice 2030 »)	En cours
	Intégrer les plateformes de gestion des procédures afin de préserver l'efficacité du système et l'intégration territoriale (projet 27.1 du plan « Justice 2030 »)	En cours
	Présenter au Conseil des ministres, avant la fin de l'année, un avant-projet de loi de procédure pénale	Réalisé
12. Modernisation et numérisation de l'administration	Approuver un plan pour la numérisation de l'administration	Réalisé
	Promouvoir le plan de numérisation de l'administration afin d'accroître l'efficacité et de réduire la fracture numérique dans l'utilisation de l'administration électronique grâce au développement de services publics électroniques universels et de qualité	En cours
	Promouvoir la pratique de l'évaluation au sein de l'administration et des organismes publics qui en dépendent	En cours
	Intégrer l'impact démographique dans l'élaboration des lois, des programmes et des investissements	En cours
	Moderniser l'administration afin de simplifier les procédures administratives	En cours
	Réduire l'emploi temporaire et renforcer la stabilité du personnel, en ramenant le taux d'intérim à 8 %	En cours
13. Améliorer la qualité de la réglementation et le climat des affaires - Réforme du droit des faillites	Améliorer la qualité de la réglementation et le climat des affaires (projet 24.1 du plan « Justice 30 »)	En cours
	Réforme de la loi 3/2004 qui établit des mesures pour lutter contre les retards de paiement dans les transactions commerciales	En cours
14. Modernisation et renforcement du système national de santé	Avancer dans la mise en œuvre du cadre stratégique pour la modernisation des soins de santé primaires	En cours



Réforme	Engagement associé	État de mise en œuvre de l'engagement associé
	Réformer le système public de santé	Réalisé
	Renforcer les capacités professionnelles et réduire les emplois temporaires	En cours
15. Modernisation et renforcement des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et des universités	Abroger la LOMCE (Loi organique pour l'amélioration de la qualité éducative) et la remplacer par une loi générale sur l'éducation	Réalisé
	Promouvoir le plan de modernisation de la formation professionnelle	Réalisé
16. Nouvelles politiques publiques du marché du travail : vers un statut des travailleurs du XXI ^e siècle	Améliorer la garantie pour la jeunesse afin de lutter contre le chômage	Réalisé
	Améliorer les politiques de l'emploi	Réalisé
	Renforcer l'employabilité en améliorant les compétences et en facilitant la transition professionnelle Formuler et mettre à jour un indice mathématique personnel d'employabilité	En cours
17. Nouvelle économie des services à la personne	Renforcer la prise en charge des adultes dépendants et promouvoir un changement de modèle d'accompagnement et de soins de longue durée	En cours
18. Renforcement des politiques d'inclusion et des services sociaux	Adopter une loi-cadre sur les services sociaux qui garantisse un portefeuille minimal de gestion décentralisée	En cours
19. Modernisation et progressivité de l'impôt	Créer un comité d'experts pour la réforme fiscale	Réalisé
20. Consolidation du système de retraite	Éliminer le « facteur de durabilité », qui consiste à ajuster le montant des pensions à l'espérance de vie, ainsi que l'indice de revalorisation des pensions	Réalisé
	Encourager les salariés à repousser leur départ à la retraite grâce à des formules de cumul emploi-retraite et des incitations financières, décourager les départs anticipés et revoir ces formules	Réalisé
	Revoir la prise en compte des périodes non travaillées et protéger les personnes dont les cotisations sont irrégulières au long de leur carrière	En cours

8.4. Autres sources

Cette section comprend les engagements pris par les membres du Gouvernement jusqu'au 30 juin 2022. Les engagements peuvent provenir de déclarations publiques, de plans, d'accords, d'auditions, de réunions, de visites et d'autres espaces dans lesquels un engagement spécifique est pris dans les termes décrits dans les bases méthodologiques figurant à l'**annexe I** du présent rapport.

Comme on peut le voir dans le tableau 11, **13 engagements supplémentaires** ont été pris au cours du premier semestre 2022 et, comme indiqué plus haut, la moitié d'entre eux ont été pris dans le contexte de la crise de la guerre en Ukraine et de la tenue du sommet de l'OTAN à Madrid.

Tableau 11. Réalisation des engagements provenant d'autres sources.

Nb engagements actuel [Nb d'engagements s Déc. 21]	En cours				Réalisés			
	Déc. 21	Juin 22			Prévision Déc. 22	Déc. 21	Juin 22	Prévision Déc. 22
		Sans avancées	Avec des avancées	En cours de traitement par des tiers				
183 [170]	94 (55,3 %)	78 (42,6 %)			64 (35,0 %)	65 (38,2 %)	96 (52,5 %)	112 (61,2 %)
		4 (2,2 %)	68 (37,2 %)	6 (3,3 %)				

Dans cette catégorie, **1 engagement est également laissé sans suite** pendant le premier semestre 2022 (voir tableau ci-dessous).

Tableau 12. Engagement laissé sans suite provenant d'autres sources.

Origine	Engagement	Justification
Intervention du président du Gouvernement (25/08/2020)	Faire du Centre de coordination des alertes et des urgences sanitaires un organisme autonome, ce qui implique une modification juridique et une initiative gouvernementale	La mise en œuvre de cet engagement se fera par le biais de la création prochaine du nouveau Centre national de santé publique, avec en son sein le Centre de coordination des alertes et des urgences sanitaires, actuellement opérationnel

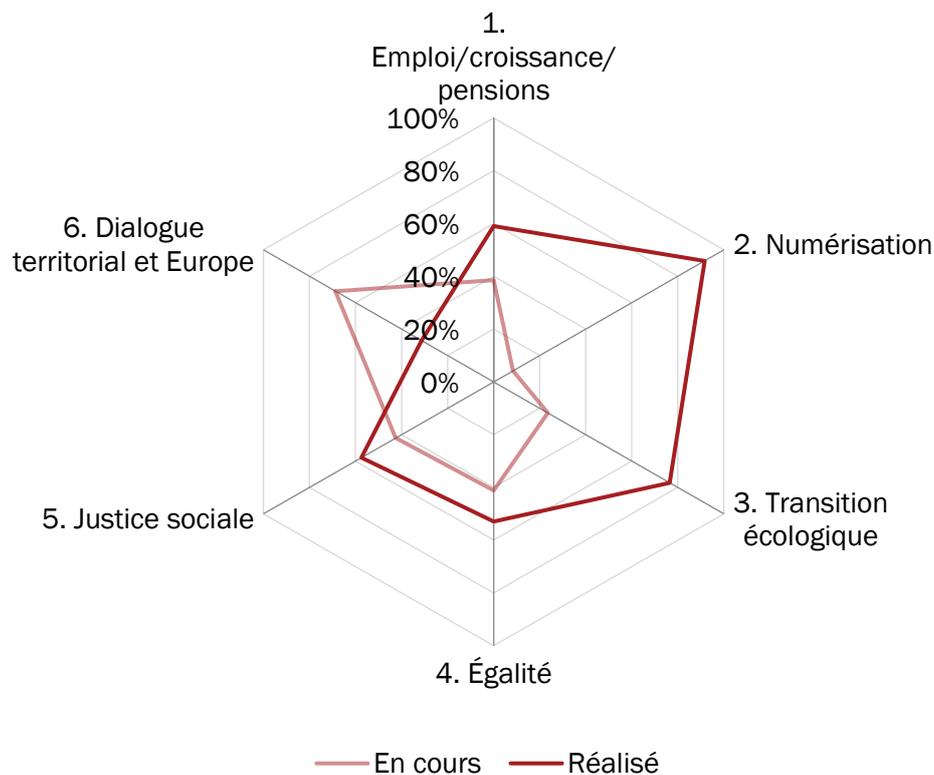
8.5. Réalisation des engagements selon les axes stratégiques

Le discours d'inauguration s'articulait autour desdits « axes de transformation », qui sont au nombre de six. L'état de mise en œuvre des engagements pris dans le discours d'investissement, distribués selon les axes de transformation, est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 13. Engagements contenus dans le discours d'investissement selon les six axes de transformation.

Axes de transformation	Nb d'engagements	Juin 22	
		En cours	Réalisés
1.- Emploi/croissance/pensions	83	38,6 %	59,0 %
2.- Numérisation	12	8,3 %	91,7 %
3.- Transition écologique	17	23,5 %	76,5 %
4. Égalité	17	41,2 %	52,9 %
5. Justice sociale	94	42,6 %	57,4 %
6. Dialogue territorial et Europe	16	68,8 %	31,3 %
Total	239	39,7 %	59,0 %

Graphique 11. Réalisation à Juin-22 des engagements contenus dans le discours d'investissement selon les axes de transformation.

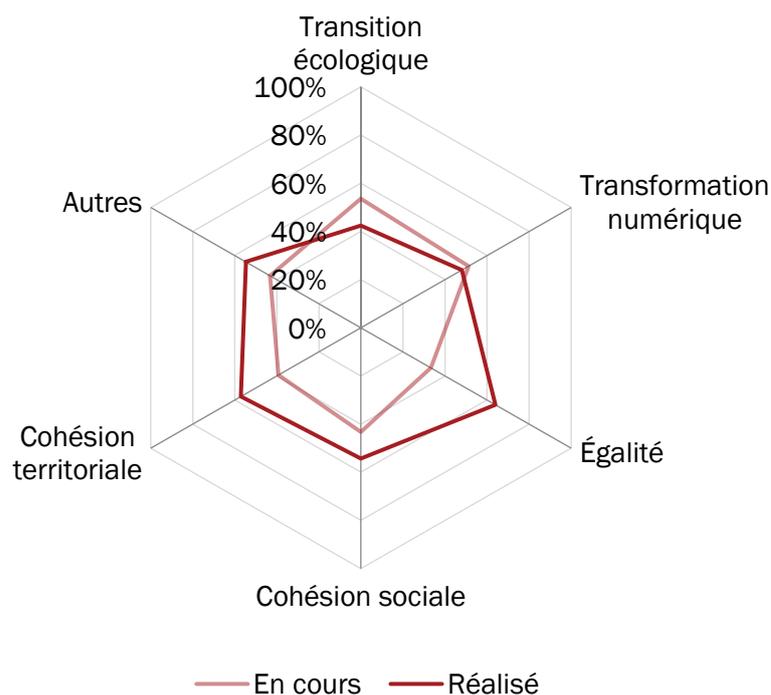


Postérieurement, le cadre stratégique de l'action gouvernementale a été modifié et défini dans le Plan de relance, de transformation et de résilience autour de 4 lignes directrices principales. Dans le cadre du rapport, l'une des lignes directrices, la cohésion, est décomposée en cohésion sociale et territoriale. L'analyse de la réalisation de l'ensemble des 1 494 engagements est donc décomposée en 5 lignes directrices. Il s'avère également nécessaire de créer un sixième groupe (« Autres ») dans lequel placer tous les engagements qui, de par leur nature, ne relèvent pas du champ d'application des lignes directrices.

Tableau 14. Réalisation globale des engagements selon les lignes directrices du PRTR.

Lignes directrices du PRTR	Nb d'engagements	Juin 22	
		En cours	Réalisés
Transition écologique	224	53,6 %	42,4 %
Transformation numérique	123	51,2 %	48,0 %
Égalité	111	33,3 %	64,0 %
Cohésion sociale	580	43,3 %	54,3 %
Cohésion territoriale	308	39,3 %	57,1 %
Autres	148	43,2 %	54,7 %
Total	1 494	43,9 %	53,3 %

Graphique 12. Réalisation des engagements selon les lignes directrices du PRTR (juin 2022).





On trouvera ci-après **une analyse qualitative des engagements les plus significatifs ayant été réalisés, en cours et non commencés**, ainsi que les initiatives mises en place au cours du premier semestre 2022, pour chacune des grandes lignes directrices de l'action du Gouvernement.

POUR UNE ESPAGNE VERTE

Tableau 15. Réalisation des engagements pour une Espagne verte.

Engagements	En cours Juin 22	Réalisés Juin 22	Réalisation prévue Déc. 22
224	53,6 %	42,4 %	52,2 %

ENGAGEMENTS RÉALISÉS OU EN COURS ET PRINCIPALES INITIATIVES

- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) pour l'économie circulaire, doté de 1,2 milliard d'euros.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) pour la numérisation du cycle de l'eau, qui représentera un investissement total de 3,06 milliards d'euros.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) du secteur agro-alimentaire, doté de 1,8 milliard d'euros.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) du secteur de la construction navale, avec un investissement total de 1,46 milliard d'euros.
- Approbation du mécanisme visant à plafonner le prix du gaz et à réduire le prix de l'électricité dans la péninsule ibérique (« exception ibérique ») par décret-loi royal, avec l'accord de la Commission européenne.
- Soutien à l'industrie à forte consommation d'électricité et aux personnes vulnérables par le biais de mesures dans le domaine de l'énergie dans le cadre du plan national visant à répondre aux conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine.
- Rédaction et approbation par le Conseil des ministres, le 11 juillet 2022, de l'arrêté royal pour le développement de « bacs à sable réglementaires » dans le secteur de l'énergie.
- Réglementation des services de recharge d'énergie pour les véhicules électriques.



- Prolongation du programme MOVES III visant à promouvoir une mobilité efficace et durable.
- Approbation de la loi sur les déchets et les sols pollués pour une économie circulaire.
- Projet de loi relatif à la compensation carbone sur le marché de l'électricité en phase parlementaire.
- Mobilisation d'1 milliard d'euros dans le cadre du PRTR pour la décarbonation et la numérisation de la mobilité urbaine.
- Distribution d'aides pour la récupération des zones touchées par l'exploitation minière.
- Approbation et envoi à la Commission européenne du plan stratégique de la PAC (PEPAC). Le 18 juillet dernier, le commissaire à l'agriculture et au développement rural a confirmé que l'Espagne faisait partie du premier groupe de pays à conclure les négociations avec la Commission européenne sur le PEPAC.
- Approbation du projet de loi établissant les règles d'application de la nouvelle politique agricole commune (PAC) en Espagne.
- Signature de nombreux accords pour la modernisation des systèmes d'irrigation dans le cadre du Plan directeur sur l'irrigation.
- Octroi d'aides dans le cadre du Plan visant à promouvoir la durabilité et la compétitivité de l'agriculture et de l'élevage.
- Approbation du projet de loi sur la pêche durable et la recherche halieutique.
- Approbation de la réglementation de la pêche dans les zones de pêche nationales péninsulaires.
- Approbation de la résolution adoptant le Plan national pour la réduction des captures accidentelles lors des activités de pêche.
- Lancement d'une nouvelle édition exceptionnelle des Plans de durabilité du tourisme sur site.
- Approbation de fonds pour des projets d'efficacité énergétique et d'économie circulaire dans les hébergements touristiques.
- Approbation du Plan de mesures d'efficacité et d'économie énergétique. Il s'adresse à l'Administration générale de l'État (AGE) et aux entités du secteur public.
- Nouveaux Plans hydrologiques en cours d'élaboration.



- Autorisation d'octroi de fonds pour le plan d'adaptation au risque d'inondation et de numérisation du cycle de l'eau dans le cadre du volet 5 du PRTR, « Préservation du littoral et des ressources en eau ».
- Présentation du plan stratégique pour les zones humides 2022-2030.
- Approbation de l'avant-projet de loi sur la protection, les droits et le bien-être des animaux.
- Approbation de l'avant-projet de loi organique pour la modification de la loi organique du code pénal, en matière de maltraitance animale.

PRINCIPAUX ENGAGEMENTS NON COMMENCÉS

- Augmenter de 50 % la contribution au Fonds vert pour le climat de manière à atteindre 1,35 milliard d'euros par an à partir de 2025.

POUR UNE ESPAGNE NUMÉRIQUE

Tableau 16. Réalisation des engagements pour une Espagne numérique.

Engagements	En cours Juin 22	Réalisés Juin 22	Réalisation prévue Déc. 22
123	51,2 %	48,0 %	52,8 %

ENGAGEMENTS RÉALISÉS OU EN COURS ET PRINCIPALES INITIATIVES

- Approbation de la loi générale sur les télécommunications.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation sur les dispositifs micro-électroniques et semi-conducteurs (PERTE Chip), qui représentera un investissement total de 12,25 milliards d'euros.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) sur la « Nouvelle économie de la langue espagnole », doté de 1,1 milliard d'euros.
- Approbation du Projet stratégique pour la relance économique et la transformation (PERTE) dans le secteur aérospatial doté de 4,533 milliards d'euros.
- Projet de loi sur la promotion de l'écosystème des jeunes pousses (loi sur les start-ups) actuellement en phase parlementaire.
- Mise en œuvre du programme Kit Digital pour soutenir la transformation numérique des PME, avec une enveloppe de 600 millions d'euros.



- Octroi de subventions à des projets visant la transformation numérique et la modernisation des administrations des collectivités locales.
- Versement aux régions des fonds destinés au Programme de modernisation du commerce (Fondo tecnológico).
- Envoi de la loi générale sur la communication audiovisuelle au Sénat pour parachever son examen parlementaire et publication au BOE (Journal officiel espagnol) le 8 juillet 2022.
- Publication du nouvel appel d'offres du programme UNICO-Banda Ancha, grâce auquel des subventions d'un montant de 250 millions d'euros seront accordées pour étendre le haut débit ultrarapide.
- Examen parlementaire de la loi portant réforme de la loi sur la science, la technologie et l'innovation.
- Approbation de quatre plans complémentaires de RDI avec les communautés autonomes dans les domaines stratégiques suivants : agro-alimentaire, astrophysique et physique des hautes énergies, matériaux avancés et biodiversité.
- Mise en place d'une réglementation pour l'octroi d'aides aux projets de RDI dans le domaine de l'industrie connectée 4.0 (Activa Financiación).
- Avancées concernant l'avant-projet de loi sur l'efficacité numérique du service public de la justice qui a été adopté au second tour lors du Conseil des ministres du 19 juillet 2022.
- Déploiement des *Equipos @* de la Garde civile dans le cadre du plan d'action contre la cybercriminalité.
- Appels à subventions pour la modernisation et l'innovation des industries culturelles et créatives, la numérisation des contenus éditoriaux et la modernisation des PME du secteur du livre.
- Publication de la stratégie de santé numérique du SNS (Service national de santé espagnol).
- Approbation du programme de travail pour le plan de transformation numérique des soins primaires et communautaires.
- Approbation du versement aux régions des fonds pour le financement des actions du plan de modernisation de la formation professionnelle.



POUR UNE ESPAGNE SANS DISPARITÉS ENTRE LES SEXES

Tableau 17. Réalisation des engagements pour une Espagne sans disparités entre les sexes.

Engagements	En cours Juin 22	Réalisés Juin 22	Réalisation prévue Déc. 22
111	33,3 %	64,0 %	71,2 %

ENGAGEMENTS RÉALISÉS OU EN COURS ET PRINCIPALES INITIATIVES

- Poursuite de l'examen parlementaire du projet de loi organique portant sur la garantie intégrale de la liberté sexuelle.
- Création d'une section spéciale au sein de la Commission générale de codification pour rédiger la loi intégrale contre la traite des êtres humains.
- Mise en place de mesures permettant l'accès des victimes potentielles de traite et d'exploitation sexuelle, y compris celles fuyant le conflit armé en Ukraine, à certains services et certaines ressources.
- Travail en cours sur un plan opérationnel destiné aux femmes et aux filles victimes de traite et d'exploitation sexuelle et aux femmes dans le contexte de la prostitution (2022-2026) qui comprendra le 1^{er} programme d'insertion socioprofessionnelle.
- Approbation du 1^{er} plan d'action contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescent-es du système de protection de l'enfance.
- Ouverture de la phase de mise à disposition du public du projet de décret royal portant modification du règlement relatif à l'aide juridictionnelle gratuite pour les victimes de violences de genre et d'autres victimes en situation de vulnérabilité, définitivement approuvé par le Conseil des ministres le 19 juillet.
- Création de 233 nouvelles équipes VioGén de la Garde civile dans tout le pays.
- Publication du protocole d'action médico-légale dans les cas de violence sexuelle et mise au point d'un kit d'échantillons permettant de réaliser une analyse toxicologique dans les cas de soumission chimique.
- Approbation de l'avant-projet de loi organique portant modification de la loi sur la santé sexuelle et reproductive et l'interruption volontaire de grossesse.
- Approbation de la loi organique portant modification de la loi organique du Code pénal afin de pénaliser le harcèlement à l'encontre des femmes qui se rendent dans des cliniques pour procéder à une interruption volontaire de grossesse.
- Approbation de la loi intégrale sur l'égalité de traitement et la non-discrimination.



- Approbation au deuxième tour par le Conseil des ministres du projet de loi pour l'égalité réelle et effective des personnes transgenres et pour la garantie des droits des personnes LGTBI.
- Approbation du III^e plan stratégique pour l'égalité effective entre les femmes et les hommes 2022-2025 (PEIEM selon le sigle espagnol).
- Dépôt au siège de l'Organisation internationale du travail (OIT), à Genève, des instruments de ratification par l'Espagne des conventions 177 sur le travail à domicile et 190 sur la violence et le harcèlement.
- Dépôt aux Cortès générales de la ratification de la convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les travailleuses et travailleurs domestiques.
- Publication d'un outil d'évaluation des postes de travail pour identifier et rendre visible l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

POUR UNE ESPAGNE DE LA COHÉSION ET DE L'INCLUSION

Tableau 18. Réalisation des engagements pour une Espagne de la cohésion et de l'inclusion.

Cohésion	Engagements	En cours Juin 22	Réalisés Juin 22	Réalisation prévue Déc. 22
Sociale	580	43,3 %	54,3 %	63,3 %
Territoriale	308	39,3 %	57,1 %	62,0 %

ENGAGEMENTS RÉALISÉS OU EN COURS ET PRINCIPALES INITIATIVES

- Approbation du versement aux régions de plus de 2,7 milliards d'euros pour mettre en place les nouvelles politiques actives de l'emploi.
- Approbation par le Conseil des ministres et envoi aux Cortès générales du projet de loi sur l'emploi.
- Introduction d'une modification dans la loi générale de la sécurité sociale concernant l'assurance chômage pour les travailleurs et travailleuses sous contrat à durée indéterminée discontinu.
- Approbation de la première stratégie nationale pour la promotion du travail indépendant (ENDITA) 2022-2027.
- Approbation du décret-loi royal portant adaptation du régime spécial des relations de travail des personnes exerçant dans le secteur de l'art.



- Envoi aux Cortès générales de la ratification de la convention 188 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail dans la pêche.
- Approbation du décret-loi royal portant adoption de mesures d'urgence dans le domaine des contrats de travail dans le cadre du système espagnol de la science, de la technologie et de l'innovation.
- Approbation de l'offre publique d'emploi 2022 pour la stabilisation de l'emploi temporaire dans l'administration générale de l'État. L'offre ordinaire d'emploi public devrait assurer un taux de renouvellement des effectifs de 110 % à 125 %.
- Approbation d'une augmentation de 2,5 % pour les pensions contributives et de 3 % pour les pensions non contributives en 2022.
- À la suite des réunions organisées dans le cadre de la table ronde sur le dialogue social afin d'établir un système de cotisation basé sur le revenu réel des travailleurs indépendants, approbation le 26 juillet par le Conseil des ministres du décret-loi royal établissant un nouveau système de cotisation pour les travailleurs qui sont à leur compte, ou travailleurs indépendants.
- Approbation du projet stratégique de relance et de transformation économique (PERTE) pour l'économie sociale et de soins, avec une enveloppe de 800 millions d'euros.
- Envoi aux Cortès générales du projet de loi modifiant divers règlements pour consolider l'équité, l'universalité et la cohésion du système national de santé (SNS).
- Approbation de la Stratégie de surveillance de la santé publique du système national de santé et de la Stratégie de santé publique 2022 (ESP).
- Approbation du plan d'action pour les soins primaires et communautaires 2022-2023.
- Mise en service du numéro 024 d'assistance aux comportements suicidaires, avec le slogan « Llama a la vida ».
- Examen en cours de la loi sur la mémoire démocratique par les Cortès générales, qui a fait l'objet d'un vote favorable le 14 juillet au Congrès des députés.
- Poursuite de l'examen parlementaire du projet de loi sur le sport.
- Approbation du II^e plan d'action pour combattre les crimes de haine.
- Mise en œuvre des mesures de la Stratégie nationale pour l'égalité, l'inclusion et la participation du peuple gitan (2021-2030).
- Ouverture d'une consultation publique préalable pour l'élaboration d'une loi organique contre le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée.



- Présentation du plan d'accueil pour les personnes déplacées en provenance d'Ukraine. Soins et hébergements fournis dès le début du conflit.
- Approbation du décret royal portant approbation du règlement du système d'accueil en matière de protection internationale.
- Approbation de l'Accord sur les critères communs d'accréditation et les normes de qualité pour les centres et services du Système pour l'autonomie et la prise en charge de la dépendance (SAAD selon le sigle espagnol).
- Approbation du projet de loi sur le droit au logement qui est en cours d'examen parlementaire.
- Approbation du plan national pour l'accès au logement 2022-2025.
- Approbation du décret royal portant réglementation du Bono Alquiler Joven (aide à la location pour les jeunes).
- Transfert de fonds aux villes et aux communautés autonomes pour la construction de 10 000 logements sociaux à loyer modéré.
- Approbation de la limitation extraordinaire de la révision annuelle du montant des loyers des logements locatifs, qui empêche toute augmentation de plus de 2 % jusqu'au 31 décembre 2022.
- Approbation de la loi sur les mesures d'urgence visant à promouvoir l'activité de réhabilitation des bâtiments.
- Approbation de la loi sur la qualité architecturale.
- Élaboration et approbation définitive du plan d'action de l'État pour la Garantie européenne pour l'enfance (2022-2030) par le Conseil des ministres, le 5 juillet.
- Rédaction d'une première proposition d'avant-projet de loi sur les familles en cours de finalisation.
- Consultation publique menée sur le projet de loi sur les services sociaux.
- Lancement du programme de soutien à l'entrepreneuriat industriel.
- Versement aux régions des fonds des programmes régionaux de développement rural.
- Approbation du décret royal établissant la procédure de détermination de la circonscription municipale dans laquelle peut être situé le siège physique des entités appartenant au secteur public institutionnel de l'État.
- Approbation de la loi organique sur l'organisation et l'intégration de la formation professionnelle.
- Approbation de la loi sur le vivre-ensemble au sein de l'université.



- Approbation et envoi du projet de loi organique sur le système universitaire (LOSU) aux Cortès générales pour son examen parlementaire.
- Approbation et envoi du projet de loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale au Congrès des députés.
- Poursuite des travaux sur l'avant-projet de loi visant à modifier la loi portant régulation des bases du régime local.
- Approbation de la réforme de la LOREG par le Congrès des Députés qui met fin à l'obligation pour les Espagnols résidant à l'étranger de faire une demande d'inscription sur les listes électorales à chaque scrutin (*voto rogado*).
- Approbation du projet de loi organique sur l'efficacité organisationnelle et du projet de loi sur l'efficacité procédurale du service public de la justice.
- Approbation du projet de loi sur l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques au sein de l'administration générale de l'État.
- Approbation du premier plan stratégique sur les personnes disparues (2022-2024).
- Mobilisation de plus de 7,6 milliards du Fonds de relance pour des investissements directs dans les transports et la mobilité.
- Présentation du plan stratégique national pour la réduction de l'obésité infantile.
- Approbation de la mise à jour du portefeuille commun des services du service national de santé en matière de santé bucco-dentaire.
- Approbation du plan d'action sur les addictions 2021-2024.
- Approbation du plan stratégique 2022-2024 du plan national pour lutter contre la résistance aux antibiotiques (PRAN).
- Approbation du projet de loi de prévention des pertes et du gaspillage alimentaires.

PRINCIPAUX ENGAGEMENTS NON COMMENCÉS

- Approuver la loi sur la liberté de conscience.
- Élaborer une loi sur l'asile.
- Adapter la période de référence pour le calcul de la pension de retraite dans les nouvelles filières professionnelles.

8.6. Engagements par fonctions des administrations publiques

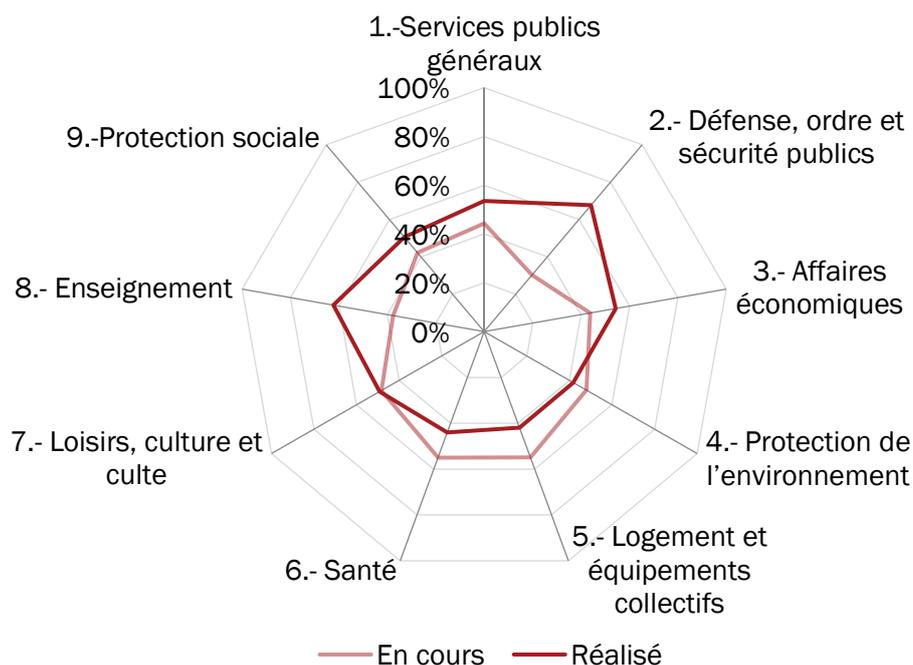
Comme au premier semestre 2021, l'état de mise en œuvre des engagements est également classé par fonctions des administrations publiques ou COFOG, une classification standardisée et internationalement reconnue qui permet de structurer les interventions publiques en fonction de leur finalité. Elle peut également être utilisée pour répertorier et suivre les différentes interventions publiques dans des domaines prédéfinis.

Le tableau 19 et le graphique 13 montrent l'état de mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement au 30 juin 2022 selon la COFOG.

Tableau 19. Vision globale de la réalisation des engagements selon la COFOG.

Fonctions des administrations publiques	Nb d'engagements	Juin 22	
		En cours	Réalisés
1.-Services publics généraux	381	44,4 %	53,5 %
2.- Défense, ordre et sécurité publics	139	30,2 %	67,6 %
3.- Affaires économiques	475	43,8 %	54,3 %
4.- Protection de l'environnement	98	48,0 %	41,8 %
5.- Logement et équipements collectifs	31	54,8 %	41,9 %
6.- Santé	100	55,0 %	44,0 %
7.- Loisirs, culture et culte	118	48,3 %	49,2 %
8.- Enseignement	69	37,7 %	62,3 %
9.-Protection sociale	83	42,2 %	50,6 %
Total	1 494	43,9 %	53,3 %

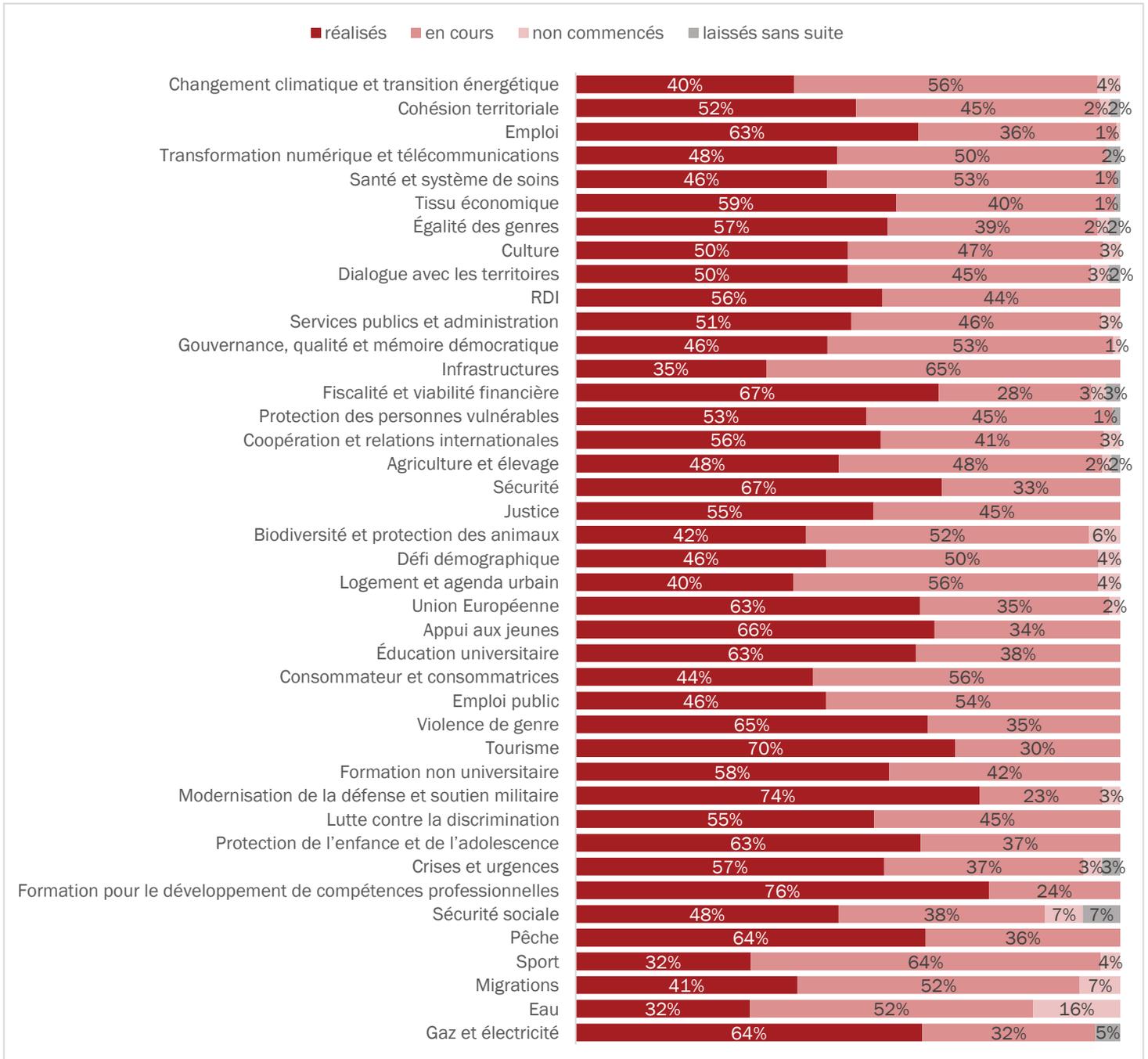
Graphique 13. Réalisation des engagements selon les fonctions des administrations publiques.



8.7. Distribution des engagements réalisés par thèmes

Le graphique 14 et le tableau 20 contiennent l'état de mise en œuvre des engagements pris au 30 juin 2022, classés en **41 thèmes**.

Graphique 14. Pourcentage de réalisation des engagements par thèmes, classés selon le nombre d'engagements.



Un engagement peut figurer dans trois thèmes différents, ce qui permet de refléter de manière appropriée le caractère transversal de certains engagements.

Tableau 20. Réalisation des engagements par thème classés selon le nombre d'engagements.

Thèmes	Nombre global d'engagements Juin 22	En cours		Réalisés	
		Juin 22	Prévision Déc. 22	Juin 22	Prévision Déc. 22
Changement climatique et transition énergétique	167	93 (55,7 %)	74 (44,3 %)	67 (40,1 %)	86 (51,5 %)
Cohésion territoriale	163	73 (44,8 %)	59 (36,2 %)	84 (51,5 %)	98 (60,1 %)
Emploi	151	55 (36,4 %)	43 (28,5 %)	95 (62,9 %)	108 (71,5 %)
Transformation numérique et télécommunications	127	63 (49,6 %)	58 (45,7 %)	61 (48,0 %)	66 (52,0 %)
Santé et système de soins	119	63 (52,9 %)	55 (46,2 %)	55 (46,2 %)	63 (52,9 %)
Tissu économique	107	43 (40,2 %)	31 (29,0 %)	63 (58,9 %)	75 (70,1 %)
Égalité des genres	96	37 (38,5 %)	31 (32,3 %)	55 (57,3 %)	61 (63,5 %)
Culture	94	44 (46,8 %)	38 (40,4 %)	47 (50,0 %)	53 (56,4 %)
Dialogue avec les territoires	94	42 (44,7 %)	39 (41,5 %)	47 (50,0 %)	50 (53,2 %)
RDI	87	38 (43,7 %)	28 (32,2 %)	49 (56,3 %)	59 (67,8 %)
Services publics et administration	87	40 (46,0 %)	36 (41,4 %)	44 (50,6 %)	48 (55,2 %)
Gouvernance, qualité et mémoire démocratique	80	42 (52,5 %)	31 (38,8 %)	37 (46,3 %)	48 (60,0 %)
Infrastructures	80	52 (65,0 %)	38 (47,5 %)	28 (35,0 %)	42 (52,5 %)
Fiscalité et viabilité financière	75	21 (28,0 %)	20 (26,7 %)	50 (66,7 %)	51 (68,0 %)
Protection des personnes vulnérables	73	33 (45,2 %)	29 (39,7 %)	39 (53,4 %)	43 (58,9 %)
Coopération et relations internationales	66	27 (40,9 %)	21 (31,8 %)	37 (56,1 %)	44 (66,7 %)
Agriculture et élevage	60	29 (48,3 %)	23 (38,3 %)	29 (48,3 %)	36 (60,0 %)
Sécurité	58	19 (32,8 %)	16 (27,6 %)	39 (67,2 %)	42 (72,4 %)
Justice	53	24 (45,3 %)	14 (26,4 %)	29 (54,7 %)	39 (73,6 %)
Biodiversité et protection des animaux	52	27 (51,9 %)	23 (44,2 %)	22 (42,3 %)	26 (50,0 %)
Défi démographique	50	25 (50,0 %)	20 (40,0 %)	23 (46,0 %)	29 (58,0 %)



Thèmes	Nombre global d'engagements Juin 22	En cours		Réalisés	
		Juin 22	Prévision Déc. 22	Juin 22	Prévision Déc. 22
Logement et agenda urbain	50	28 (56,0 %)	19 (38,0 %)	20 (40,0 %)	29 (58,0 %)
Union Européenne	49	17 (34,7 %)	14 (28,6 %)	31 (63,3 %)	34 (69,4 %)
Appui aux jeunes	44	15 (34,1 %)	9 (20,5 %)	29 (65,9 %)	35 (79,5 %)
Éducation universitaire	40	15 (37,5 %)	9 (22,5 %)	25 (62,5 %)	31 (77,5 %)
Consommateur et consommatrices	39	22 (56,4 %)	17 (43,6 %)	17 (43,6 %)	22 (56,4 %)
Emploi public	37	20 (54,1 %)	20 (54,1 %)	17 (45,9 %)	17 (45,9 %)
Violence de genre	34	12 (35,3 %)	9 (26,5 %)	22 (64,7 %)	25 (73,5 %)
Tourisme	33	10 (30,3 %)	9 (27,3 %)	23 (69,7 %)	24 (72,7 %)
Formation non universitaire	33	14 (42,4 %)	13 (39,4 %)	19 (57,6 %)	20 (60,6 %)
Modernisation de la défense et soutien militaire	31	7 (22,6 %)	7 (22,6 %)	23 (74,2 %)	24 (77,4 %)
Lutte contre la discrimination	31	14 (45,2 %)	9 (29,0 %)	17 (54,8 %)	22 (71,0 %)
Protection de l'enfance et de l'adolescence	30	11 (36,7 %)	11 (36,7 %)	19 (63,3 %)	19 (63,3 %)
Crises et urgences	30	11 (36,7 %)	10 (33,3 %)	17 (56,7 %)	18 (60,0 %)
Formation pour le développement de compétences professionnelles	29	7 (24,1 %)	7 (24,1 %)	22 (75,9 %)	22 (75,9 %)
Sécurité sociale	29	11 (37,9 %)	11 (37,9 %)	14 (48,3 %)	16 (55,2 %)
Pêche	28	10 (35,7 %)	9 (32,1 %)	18 (64,3 %)	19 (67,9 %)
Sport	28	18 (64,3 %)	18 (64,3 %)	9 (32,1 %)	9 (32,1 %)
Migrations	27	14 (51,9 %)	13 (48,1 %)	11 (40,7 %)	12 (44,4 %)
Eau	25	13 (52,0 %)	9 (36,0 %)	8 (32,0 %)	12 (48,0 %)
Gaz et électricité	22	7 (31,8 %)	6 (27,3 %)	14 (63,6 %)	15 (68,2 %)
Total Gouvernement	1494 [1481]	656 (43,9 %)	547 (36,6 %)	797 (53,3 %)	911 (61,0 %)

Les thèmes « Eau » et « Gaz et électricité » répondent à un ensemble très spécifique d'engagements qui concernent la vie quotidienne et visent en grande partie à répondre aux nouvelles difficultés provoquées par la crise de l'énergie et des prix. Pour faciliter leur analyse différenciée, ces sujets ont été retirés du thème « Changement climatique et transition énergétique ».



Liste des tableaux

Tableau 1. Bilan de réalisation des engagements pris au 30 juin 2022.....	5
Tableau 2. Bilan et écart dans la réalisation des engagements figurant dans le rapport de décembre 2021.	5
Tableau 3. Réalisation générale des engagements.	20
Tableau 4. Réalisation des engagements contenus dans le discours d'investiture.....	23
Tableau 5. Réalisation des engagements pris dans l'Accord de coalition progressiste.....	25
Tableau 6. Réalisation des engagements provenant d'accords signés avec d'autres forces politiques.	26
Tableau 7. Réalisation des engagements pris lors de la présentation des lignes stratégiques des ministères au Congrès des députés ou au Sénat.....	29
Tableau 8. Engagement laissé sans suite provenant des lignes stratégiques initiales.	30
Tableau 9. Réalisation des engagements liés au PRTR.....	31
Tableau 10. Réalisation des engagements associés aux 20 réformes majeures du PRTR.	31
Tableau 11. Réalisation des engagements provenant d'autres sources.	35
Tableau 12. Engagement laissé sans suite provenant d'autres sources.....	35
Tableau 13. Engagements contenus dans le discours d'investiture selon les six axes de transformation.....	36
Tableau 14. Réalisation globale des engagements selon les lignes directrices du PRTR. ..	37
Tableau 15. Réalisation des engagements pour une Espagne verte.	38
Tableau 16. Réalisation des engagements pour une Espagne numérique.....	40
Tableau 17. Réalisation des engagements pour une Espagne sans disparités entre les sexes.	42
Tableau 18. Réalisation des engagements pour une Espagne de la cohésion et de l'inclusion.	43
Tableau 19. Vision globale de la réalisation des engagements selon la COFOG.....	47
Tableau 20. Réalisation des engagements par thème classés selon le nombre d'engagements.....	49



Liste des graphiques

Graphique 1. <i>Processus de réalisation</i>	11
Graphique 2. <i>États de mise en œuvre des engagements</i>	13
Graphique 3. <i>Objectifs de développement durable</i>	18
Graphique 4. <i>Alignement des engagements avec les ODD</i>	19
Graphique 5. <i>Évolution des engagements</i>	21
Graphique 6. <i>Écart par rapport aux prévisions de réalisation des engagements</i>	22
Graphique 7. <i>Réalisation des engagements contenus dans le discours d'investiture</i>	24
Graphique 8. <i>Réalisation des engagements pris dans l'Accord de coalition progressiste</i> ...25	
Graphique 9. <i>Réalisation des engagements provenant d'accords signés avec d'autres forces politiques</i>	28
Graphique 10. <i>Réalisation des engagements provenant des interventions au Congrès des députés ou au Sénat présentant les lignes stratégiques des ministères</i>	29
Graphique 11. <i>Réalisation à Juin-22 des engagements contenus dans le discours d'investiture selon les axes de transformation</i>	36
Graphique 12. <i>Réalisation des engagements selon les lignes directrices du PRTR (juin 2022)</i>	37
Graphique 13. <i>Réalisation des engagements selon les fonctions des administrations publiques</i>	47
Graphique 14. <i>Pourcentage de réalisation des engagements par thèmes, classés selon le nombre d'engagements</i>	48



GOBIERNO
DE ESPAÑA